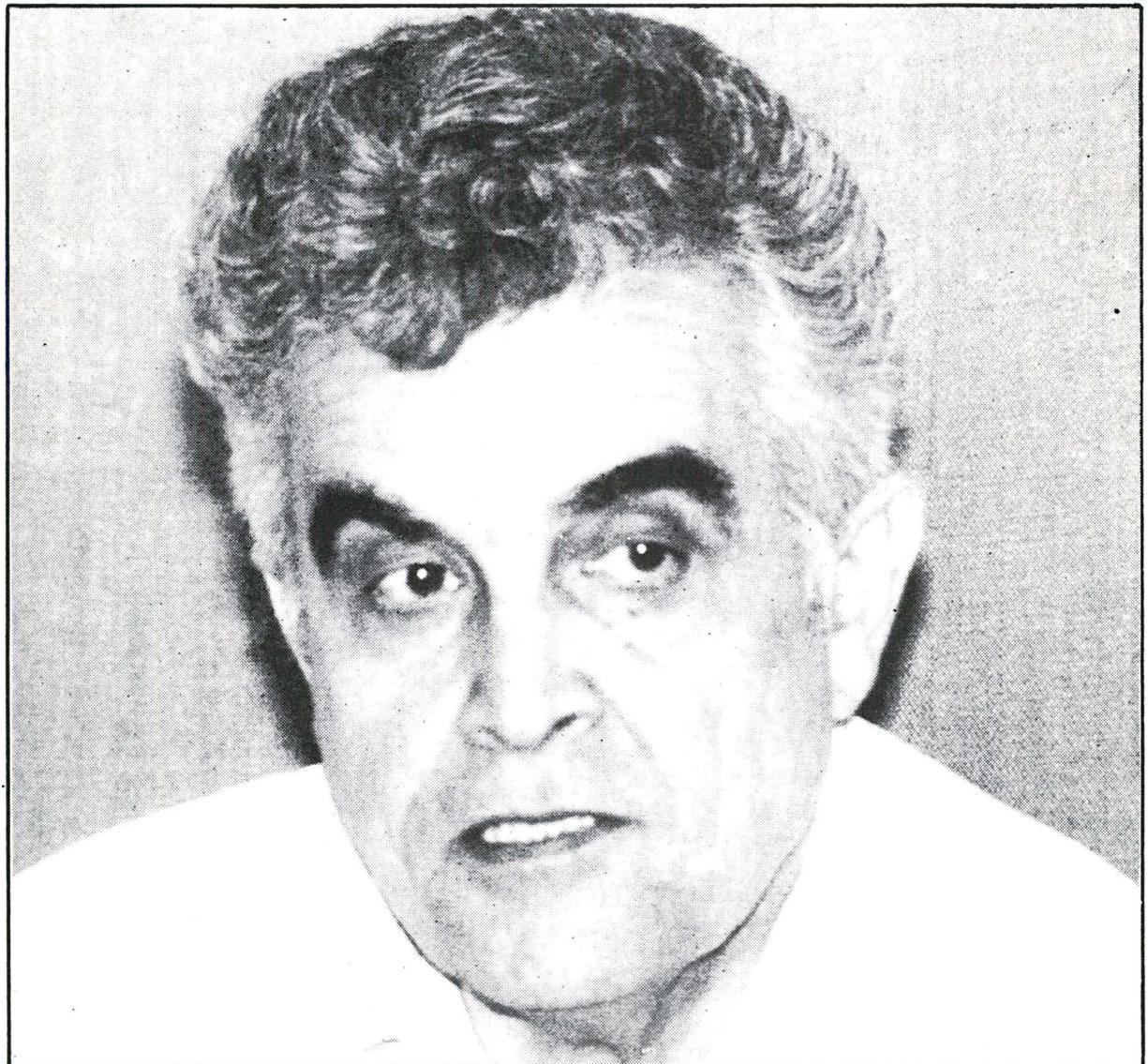


Cité

Revue de la Nouvelle Citoyenneté



avec rené girard

Cité

Revue de la Nouvelle Citoyenneté

CITÉ. Le titre de notre revue dit bien qu'elle invite ses lecteurs à se poser les questions qui touchent au présent et à l'avenir de notre pays.

Il exprime aussi le souci commun de ses rédacteurs, qui est de proposer une réflexion d'ensemble, par delà les camps idéologiques et politiques, par delà les corporatismes et les égoïsmes partisans qui prétendent imposer leurs vues partielles et partiales à l'ensemble de la communauté.

CITÉ sera donc une revue de libre recherche sur la politique, l'économie, la culture dans la société d'aujourd'hui, ébranlée par ses divisions, menacée dans son existence par un impérialisme multiforme, étouffée par la logique froide du capitalisme et de la bureaucratie.

Elle sera aussi le résultat d'un effort collectif. Proche des Clubs pour la NOUVELLE CITOYENNETÉ, lancés en mai 1982 par la Nouvelle Action Royaliste, elle publiera les travaux de ces clubs, qui s'efforcent de poser les conditions d'une reconquête de leurs pouvoirs par les citoyens, de fixer les étapes possibles d'une telle transformation en profondeur vers une société où chacun aurait la plus grande liberté possible de gestion de ses propres affaires.

CITÉ sera aussi une revue de libre débat, ouverte aux représentants de toutes les familles intellectuelles de notre pays, de toutes ses réalités politiques, dans la mesure où elles recherchent comme nous les conditions du changement social.

Libre recherche, réflexion collective, débat ouvert en permanence, ce sont les trois paris que CITÉ entend gagner, avec le concours de ses lecteurs.

CITÉ - Revue d'expression politique - Rédacteur en chef : Philippe Cailleux - Directeur de la publication : Yvan Aumont - Comité de rédaction : Frédéric Aimard - Philippe Barthelet - Julien Betbèze - Sylvie Fernoy - Alain Flamand - Michel Henra - Rémy Le Braz - Gérard Leclerc - Emmanuel Mousset - Bertrand Renouvin - Ghislain Sartoris - Alain Solari - Bertrand Warusfel.

ABONNEMENT – Normal : 60 F – Soutien : 100 F – Fondateur : 500 F à l'ordre de «CITÉ» CCP 23 982 63 N Paris - 17, rue des Petits-Champs 75001 Paris.

Cité

Revue de la Nouvelle Citoyenneté

SOMMAIRE

EDITORIAL page 3
Philippe Cailleux

DOSSIER «AUTOUR DE RENÉ GIRARD»

Introduction à l'œuvre de René Girard page 5
Paul Dumouchel

Table ronde avec René Girard
et Jean-Pierre Dupuy :

présentation des intervenants page 11

Transcription des interventions de
René Girard, Jean-Pierre Dupuy,
Bertrand Renouvin, Gérard Leclerc,
Julien Betbèze, Michel Henra et
Philippe Cailleux page 13

CHRONIQUES

Politique : les municipales 83 page 35
Emmanuel Mousset

Poésie : «Polonaise» page 45
Luc de Goustine

Critique littéraire : «Ce peu profond
russeau...», le théâtre de
Gabriel Marcel page 51
Philippe Barthelet

éditorial

Nous avons souligné à plusieurs reprises l'éclairage nouveau qu'apportait à notre projet des recherches récentes. Et tout d'abord, René Girard. Ceux d'entre vous qui ont lu ses livres et notamment «La violence et le sacré» n'ont pu manquer d'être intéressés par son analyse de la monarchie dans les sociétés primitives et plus généralement des rapports entre monarque et victime émissaire. Cette analyse remet en cause les conceptions «classiques» de la monarchie, bouscule les visions simplistes du pouvoir.

Pour les lecteurs qui souhaiteraient disposer de repères dans l'approche de ses travaux, nous avons demandé à Paul Dumouchel (1) de nous présenter la pensée de René Girard. Cette pensée a, par ailleurs, fait l'objet d'un ouvrage récent. (2)

Il faut également signaler les travaux du C.R.E.A. (Centre de Recherche sur l'épistémologie et l'autonomie de l'Ecole polytechnique). Le C.R.E.A. a placé au centre de ses réflexions la nature du lien social et l'étude des pensées qui s'interrogent sur ce lien et son corollaire, la division sociale «non seulement la division entre gouvernants et gouvernés, mais plus profondément la division entre la société et ce lien qu'elle pose extérieur à elle-même comme source de ses significations, comme métaniveau d'où il est possible d'embrasser la totalité de son sens et de son devenir : le sacré puis l'Etat.» (3)

Jean-Pierre Dupuy, co-fondateur du C.R.E.A. explique que «le mouvement de la modernité, c'est de mettre fin à cette séparation, de ramener le métaniveau au niveau des hommes». (3) La modernité a pensé le dépérissement de l'Etat mais a toujours produit l'inverse. «Comme s'il y avait une loi, paradoxale, des sociétés humaines : elles ne peuvent tenir ensemble qu'en se séparant d'elles-mêmes, en se mettant à distance d'elles-mêmes.» Ces travaux sont autant d'approches essentielles pour notre projet. C'est pourquoi nous avons souhaité organiser une table ronde avec René Girard

EDITORIAL

et Jean-Pierre Dupuy qui ont aimablement accepté de venir discuter avec quelques rédacteurs de «CITÉ». Vous trouverez dans ce numéro, l'essentiel de ce long débat.

Philippe CAILLEUX

- (1) auteur, en collaboration avec Jean-Pierre Dupuy, de «L'enfer des choses, René Girard et la logique de l'économie» (Le Seuil 1979) et du «Colloque de Cerisy, Juin 1981 - L'auto-organisation»
- (2) «Comprendre René Girard», Jean-Baptiste Fages (Privat 1982)
- (3) Jean-Pierre Dupuy in Cahier du C.R.E.A. numéro 1 : «Modèles formels de la philosophie sociale et politique, recherches pour un séminaire.

introduction à l'œuvre de rené girard

Il n'est pas facile de présenter en quelques pages une œuvre aussi riche et complexe que celle de René Girard. On dit souvent que sa logique est implacable et sa pensée systématique. Dès lors il devrait être aisément déroulé le calme cheminement du raisonnement. Pourtant si on y regarde de plus près on se rend bientôt compte que le système est probablement moins homogène qu'il ne semble et que les problèmes non résolus abondent. Girard quoiqu'on en dise suit plus sa pensée qu'il ne suit son «système».

La première impression cependant n'est pas fausse. Le système existe, mais il est «tricky» comme disent les Anglais, malaisé, astucieux, délicat, compliqué malgré son apparence simplicité. A chaque tournant on risque de perdre un lecteur si on entre dans le détail, on s'assure de les perdre tous si on n'y entre pas. René Girard est un auteur faussement facile. Les innombrables malentendus auxquels son œuvre a donné lieu, suffisent à le montrer.

«Le Bouc Emissaire», dernier en date des ouvrages de René Girard part de notre quotidienne connaissance, de notre savoir immédiat des mécanismes de persécution. Le mardi 26 avril 1983 on pouvait lire dans le journal «Libération», sous la rubrique «Faits Divers», un article intitulé «Inondations : quand les «Manouches» écotent» et dont le résumé en caractères gras était le suivant : «Les sinistrés de Noisy-le-Grand ne peuvent rien contre la montée des eaux. Du coup leur colère s'abat sur «cet autre fléau», les Tziganes, pourtant partis en attendant la décrue.» Inutile de rapporter les accusations stéréotypées dont les Tziganes font les frais, crimes sexuels, violences, exactions contre les défavorisés. Nous voyons tous de quoi il s'agit, de boucs émissaires.

Comprendre René Girard c'est se demander à quoi peut bien servir une telle réaction, un pareil phénomène social. Ce qui im-

PAUL DUMOUCHEL

plique bien entendu que nous ne le considérons pas comme une pure aberration, mais comme un mécanisme peut-être dont le sens nous échappe et dont la fonction, en partie, a été perdue. Mais à quoi peut-il bien servir ? Certes pas à faire baisser les eaux !

En fait nous connaissons tous la réponse à cette question. Les Tziganes servent ici de victimes de rechange, d'exutoires à la colère impuissante, aux ressentiments et aux frustrations en tous genre des sinistrés. Nous soupçonnons même que la montée des eaux n'a pas été la cause mais l'occasion d'exprimer tout cela.

Deux difficultés se présentent déjà. Parler d'exutoire et de victimes de rechange, ce n'est pas parler de victimes innocentes. Les Tziganes ne sont ni plus ni moins innocents que les autres sinistrés, du moins par rapport à ce qui nous intéresse ici. La question est de savoir pourquoi ce sont eux qui écopent ? La seconde difficulté c'est que nous craignons généralement de poser cette question, de peur justement qu'elle ne nous ramène à ce que nous considérons comme faux : la culpabilité des Tziganes.

Entre la culpabilité et l'innocence il existe pourtant une troisième voie, qui est la responsabilité partagée. L'arbitraire du phénomène, que nous percevons si bien, tient au report de toute la responsabilité sur une seule des parties, un seul groupe, une seule personne. Comme si les multiples frustrations dont nous sommes l'occasion les uns pour les autres pouvaient se réduire simplement à une cause unique : celui-là !

On saisit alors à quelles conditions le mécanisme peut fonctionner. Il doit réussir à apaiser les conflits, ramener la paix à l'intérieur de la communauté. Pour cela il faut que la violence soit susceptible de se satisfaire d'une victime de rechange, et elle le sera effectivement si elle ignore la substitution, si tous sont persuadés que la victime est coupable. Mais dès que cette condition est remplie, l'expulsion de la victime ramènera bel et bien la paix à l'intérieur de la communauté. La paix retrouvée confirmera alors les persécuteurs dans leur conviction du bien fondé de leurs violences à l'égard des victimes.

INTRODUCTION A L'OEUVRE DE RENÉ GIRARD

On voit aussi quelle est la seule difficulté que pose la description concrète d'un tel mécanisme : trouver un opérateur de contagion qui rende compte de la propagation de la conviction de la culpabilité de la victime. C'est ce que fournit la théorie du mimétisme.

Qu'est-ce qu'un mythe ? Qu'est-ce que l'origine de la culture ? Un mythe est une persécution réussie. Nous avons du mal à concevoir que la culture s'enracine dans quelque chose qui ressemble à la réaction viscérale des sinistrés de Noisy-le-Grand, mais l'hypothèse ici se juge à sa fécondité. Nous échouons à reconnaître dans le mythe des persécutions réussies, non point tant parce que les traces de la violence collective y sont souvent dissimulées, une lecture attentive les révèle, mais parce que la victime y subit une étrange transformation. Elle est divinisée.

Les persécuteurs que nous connaissons n'ont pas l'habitude d'accorder à leurs victimes les attributs de la divinité. En vérité ils lui en accordent au moins un, ou la moitié d'un, la toute puissance, la toute puissance à faire le mal. Lorsque la persécution réussit, lorsqu'elle ramène la paix à l'intérieur de la communauté, nous pouvons soupçonner que les persécuteurs, parce qu'ils ne comprennent pas le fonctionnement du mécanisme et n'en voient que le résultat, accorderont aussi à leur victime la toute puissance pour faire le bien.

Or ce que appelons généralement persécution n'a pas cette efficacité, ni cette clôture. L'unanimité contre un ne s'y fait pas. Il y a toujours quelqu'un pour dénoncer l'arbitraire de la violence, l'injustice. D'ailleurs que voulons-nous dire d'autre lorsque nous parlons de persécution ?

Parce que l'unanimité n'est pas réalisée nous voyons toujours la persécution, le mécanisme, mais nous ne comprenons pas sa fonction. Et si l'unanimité se faisait nous connaîtrions la fonction, le résultat, mais pas le mécanisme. Toutes nos persécutions sont des persécutions ratées, ratées non pas parce qu'elles ne font pas de victimes, elles en font peut-être plus, mais parce qu'elles ne ramènent pas la paix.

PAUL DUMOUCHEL

Une autre raison nous empêche généralement de reconnaître à l'origine des mythes et de la culture les phénomènes de violence collective. Nous sous-estimons le rôle de la violence dans les affaires humaines. L'évidence pourtant nous crève les yeux. Surtout nous ne comprenons pas que la violence de soi est interminable, qu'elle est sans fin.

De trop nombreuses institutions nous protègent de son emballement. La guerre civile chez nous est chose rare, mais lorsque la violence surgit à l'intérieur de la société nous savons tous que rapidement les raisons manquent et les explications s'écroulent. Il ne reste plus que l'escalade insensée des représailles.

Ce que la théorie du mimétisme permet de comprendre c'est que ce dérapage incontrôlable est en fait un engrenage implacable qui s'enracine dans nos comportements les plus élémentaires. Nous savons qu'il existe chez l'homme, et chez tous les mammifères supérieurs, une forte propension à l'imitation. Lorsque nous pensons à l'imitation nous pensons habituellement à la reproduction de comportement comme l'habillement, la démarche ou l'expression de la voix. C'est, nous dit Girard, oublier un certain type de gestes qu'il n'y a pas de raisons d'exclure de l'ensemble de ceux qui sont susceptibles d'être imités : les comportements d'appropriation, les gestes que nous faisons pour nous approprier les objets. Si nous les oublions c'est parce que leur imitation engendre des phénomènes qui nous éloignent radicalement de l'espèce de conformisme insipide et un peu ridicule que produit l'imitation de l'habillement ou de la démarche.

En effet imiter l'autre dans les gestes qu'il fait pour saisir un objet, c'est nécessairement tendre la main vers le même objet. Comme l'imitation est réciproque, sa prise va se renforcer au rythme même où augmentent nos efforts pour nous emparer de l'objet. S'il existe une mimésis de l'appropriation elle ne peut que mener au conflit. Et si comme chez l'homme cette mimésis est plus forte que le frein qui interdit le meurtre intraspécifique, le conflit peut conduire à la mort.

INTRODUCTION A L'OEUVRE DE RENE GIRARD

De plus, au fur et à mesure que s'exaspère la rivalité, la mimésis engendre un curieux phénomène : l'abandon de l'objet qui s'offrait comme la cause originale de la dispute. Plus l'opposition se fait violente et plus les antagonistes deviennent fascinés l'un par l'autre. L'adversaire passe au premier plan et on perd de vue l'objet qui semblait être l'unique cause du différend. Le jugement de Salomon que Girard rappelle dans «Des choses cachées depuis la fondation du monde» peut servir à illustrer ce phénomène.

Celle des deux femmes qui accepte que l'enfant soit coupé et partagé reconnaît, quoi qu'elle en dise, qu'il ne lui importe pas tant d'obtenir l'enfant que d'en priver l'autre. Elle accepte volontiers de détruire le motif apparent du conflit, en l'occurrence l'enfant, si c'est le prix qu'il faut payer pour prévenir que l'autre ne gagne.

On conçoit alors ce que cela signifie que de dire que la violence est sans raisons. Au delà d'un certain seuil de rivalité on ne se bat plus que pour détruire l'autre, quitte à tout perdre dans cette entreprise. Toutes les raisons et les motifs qui semblaient légitimer le différend sont joyeusement abandonnés. Il ne reste plus que la rage destructrice.

Mais si la violence surgit du mimétisme dont elle n'est que l'exaspération ultime, c'est dire qu'elle est mimétique, contagieuse, que par imitation elle se propage et qu'en l'absence d'institutions adéquates, la moindre étincelle de violence risque toujours d'enflammer la communauté toute entière. La vieille question métaphysique : «Pourquoi y a-t-il quelque chose plutôt que rien ?» peut alors être reformulée comme un problème scientifique : comment les sociétés se protègent-elles de leur propre violence ?

La réponse est en deux parties. Nous en connaissons déjà la première. Le mécanisme victimaire refonde contre un seul l'unanimité de la communauté en substituant une personne unique à la multiplicité des antagonistes. De façon purement mécanique il intervient et met un terme au combat de tous contre tous, en les réconciliant contre un seul. Ce mécanisme se situe dans la pure prolongation du processus d'exaspération de la violence et seules

PAUL DUMOUCHEL

les caractéristiques du mimétisme entrent dans sa constitution. En ce sens il est auto-régulateur, et la paix qu'il procure est un résultat imprévu, un effet de composition qui n'a été voulu par personne.

La seconde partie de la réponse c'est le sacré qui constitue l'ensemble des clauses d'entretien de cette paix miraculeusement sortie d'un affrontement général apparemment interminable. C'est-à-dire l'ensemble des règles et des interdits que les sociétés primitives mettent en place afin de réduire autant que faire se peut les occasions de conflits, et d'arrêter les affrontements, de les canaliser, d'éviter qu'ils ne se propagent.

Or il faut bien voir que si le mécanisme victimaire découle de façon directe et quasi-nécessaire de la crise violente, le sacré au contraire n'en sort que d'une manière indirecte et médiatisée. Il relève d'une volonté préventive à l'égard de la violence mais il n'a pas la puissance curative du mécanisme victimaire.

Reste pour terminer, l'interprétation girardienne du texte évangélique. Elle s'inscrit dans la suite de ce qui vient d'être dit. Le mécanisme victimaire repose sur une méconnaissance, ou si l'on préfère une illusion : la croyance en la toute puissance coupable et bénéfique de la victime. En conséquence les mythes sont des persécutions racontées du point de vue des persécuteurs persuadés de leur bon droit et de la toute puissance de la victime. Ils la sacrifient, ils lui accordent à la fois une responsabilité criminelle et un effet bénéfique. Dans ces circonstances, il n'est sûrement pas insignifiant que l'Ancien et le Nouveau Testament, chose que Nietzsche et Max Weber avaient déjà remarquée, prennent toujours le parti des victimes. Que ces deux textes désacralisent les victimes, en fassent des hommes persécutés plutôt que des dieux.

Or parce que notre monde a été travaillé pendant des siècles par cette révélation nous savons lire les textes de persécution et reconnaître les victimes là où le mythe ne voit que des dieux. Si il en est ainsi c'est que l'unanimité ne se fait pas, que le mécanisme victimaire de plus en plus ne nous sert de rien. Nous sommes peu à peu dépossédés des mécanismes auto-régulateurs qui nous protégeaient de notre propre violence, et affirme Girard, c'est en ce sens là que la parole évangélique ne dit guère que la responsabilité absolue de l'homme dans l'histoire.

table ronde avec rené girard et jean-pierre dupuy

PRÉSENTATION DES INTERVENANTS

RENÉ GIRARD, né en 1923 à Avignon, est diplômé de l'Ecole des Chartes. Enseignant aux Etats-Unis depuis 1947, il est notamment professeur à l'Université de Stanford (Californie) où il enseigne les «langue, littérature et civilisation françaises». Historien, critique littéraire, anthropologue, René Girard a publié en français :

- «Mensonge romantique et vérité romanesque»
(Grasset, 1961)
- «Dostoievski : Du double à l'unité»
(Plon, 1963)
- «La violence et le sacré»
(Grasset, 1972)
- «Critique dans un souterrain»
(L'Age d'homme, 1976)
- «Des choses cachées depuis la fondation du monde»
(Grasset, 1978)
- «Le bouc émissaire»
(Grasset, 1982)

Les œuvres de René Girard connaissent un réel succès comme en témoigne la réédition des principales d'entre elles au format de poche. Il est à remarquer que ce succès n'est pas dû à l'attitude de la presse qui dans l'ensemble est restée étonnamment discrète.

TABLE RONDE

PRESENTATION DES INTERVENANTS

JEAN-PIERRE DUPUY, né à Paris en 1941, est maître de recherche au CNRS et maître de conférence à l'Ecole Polytechnique. Il est cofondateur du Centre de Recherche sur l'Epistémologie et l'Autonomie (C.R.E.A.) de l'Ecole polytechnique dont les recherches portent sur la nature du lien social et ses théories.

Jean-Pierre Dupuy travaille sur les fondements de l'économie et l'épistémologie des sciences sociales. Il a publié :

- «Introduction à la critique de l'écologie politique»
(1980)
- «Ordres et Désordres, enquête sur un nouveau
paradigme»
(le Seuil, 1982)

En collaboration :

- «Les choix économiques dans l'entreprise et dans l'administration»
(Dunod, 2 tomes, 1973-1975)
- «Valeur sociale et encombrement du temps»
(C.N.R.S., 1975)
- «La trahison de l'opulence»
(PUF, 1976)
- «L'invasion pharmaceutique»
(Le Seuil, 1974)
- «L'enfer des choses, René Girard et la logique de
l'économie»
(Le Seuil, 1979)
- «René Girard et le problème du mal»
(Grasset, 1982)
- «Colloque de Cerisy, juin 1981 - l'auto-organisation -
D la physique au politique»
(Le Seuil, 1983)

LA RÉDACTION DE «CITÉ» était représentée par BERTRAND RENOUVIN, GÉRARD LECLERC, JULIEN BETBEZE, MICHEL HENRA et PHILIPPE CAILLEUX.

AVEC RENÉ GIRARD ET JEAN-PIERRE DUPUY

Philippe Cailleux : Nous voudrions parler avec vous de la relation entre le pouvoir et le sacré, en analysant la dimension anthropologique de la question. Puis, si vous le voulez bien, parler de la modernité. Enfin, nous pourrions examiner la question de l'essence du politique : existe-t-elle effectivement, ou bien le politique est-il prisonnier d'un jeu qui lui échappe ?

René Girard : Je dois reconnaître que j'ai parfois de la peine à relier ma réflexion théorique sur la violence et le sacré à la question du politique. Les sociétés qui ont un Etat central sont au départ des sociétés monarchiques et j'ai considéré le roi comme une victime en sursis, pour des raisons de matériau ethnologique. C'est bien sûr la question de l'origine qui m'intéressait le plus, c'est-à-dire tenter de montrer qu'à partir du sacrifice il était possible de faire des générations cohérentes - y compris la genèse du Pouvoir sous une forme rudimentaire. En effet, dans certaines formes de sacrifice où le sacrifice est réel, le symbolisme du pouvoir est présent sous une forme purement «symbolique», alors que dans la royauté, où le pouvoir est réel, le symbolisme victimitaire est présent sous une forme de substitution.

Dès lors je me disais que les interrogations économiques, les démythifications d'un certain type de sociologie, qui voient dans le pouvoir seulement la violence du plus fort, ne peuvent expliquer la présence du symbolisme. Un structuraliste ne peut pas expliquer la différence entre le fait que dans une institution où le pouvoir est réel la victime n'est pas victime mais a du pouvoir, et que dans l'autre le sacrifice est seul réel. Or c'est une différence très importante !

A partir de travaux comme ceux de Jean-Pierre Dupuy, la thèse victimitaire peut expliquer le devenir du pouvoir à partir de la même origine. Evidemment, cela ne dit pas grand chose sur la réalité du pouvoir. Mais on a une thèse qui rend compte du fait qu'il y a le même symbolisme dans deux institutions qui se révèlent radicalement différentes sur le plan sociologique et politique. Il y a toujours un symbolisme victimitaire dans la royauté, et il y a toujours un symbolisme «royal» dans beaucoup de sacrifices. Ce sont là des problèmes très formels, mais qu'on ne peut expli-

TABLE RONDE

quer de manière purement formaliste : le paradoxe est que pour expliquer le formalisme, il faut d'une certaine manière le transcender.

Pour répondre plus directement à votre question, on peut constater la présence d'éléments de sacré dans la façon dont la démocratie anglaise s'est développée; mais en même temps on ne peut réduire cela à la violence. L'institution ne peut pas simplement s'expliquer comme un dérivé de la violence et du sacré.

Philippe Cailleux : Dans «Le Bouc émissaire», vous citez des phénomènes d'occultation de la dimension maléfique de la divinité, notamment chez Platon. Mais, dans votre esprit, il n'y avait pas de parallèle entre ces mécanismes et le début d'élaboration d'un pouvoir politique en tant que tel ?

René Girard : Si, il y aurait un parallèle à faire. J'ai essayé de montrer qu'il y a des stades où la violence se déplace, par exemple dans les mythes où la forme circulaire demeure : il y a un groupe circulaire où les tueurs de victime deviennent des protecteurs de victime, tandis que la violence se déplace sur une figure unique - comme si c'était un bouc émissaire au second degré, Chronos par exemple. Platon représente un autre stade : il veut effacer Chronos. J'ai voulu marquer l'opposition entre ce type d'effacement qui se perpétue toujours (je pense au dernier livre de Michel Serres) et le mouvement biblique qui cherche à déterrer la victime au lieu de l'escamoter.

Philippe Cailleux : Par rapport à celà, la pensée du politique, telle qu'elle s'élabore au moment des premiers signes de la violence maléfique, ne vous paraît-elle pas un moyen de construire autre chose ? N'y a-t-il pas déjà une médiation conçue pour détourner certaines formes de violence ?

Jean-Pierre Dupuy : C'est l'hypothèse selon laquelle la cité, l'invention de l'espace public, serait effectivement un moyen non violent de gestion de la violence. Il faudrait donc supposer que le politique s'est arraché de ses origines violentes. Mais, en disant cela, je vois bien la faiblesse de l'argument puisque, pour les Grecs, le politique est par excellence le lieu de la démesure, de l'hubris.

AVEC RENÉ GIRARD ET JEAN-PIERRE DUPUY

René Girard : Chez les Grecs, j'ai l'impression que l'idée démocratique est celle de l'équilibre, qu'elle contient la volonté de geler les rivalités, de les empêcher de dépasser certaines limites. Il ne faut pas oublier que le sacrificiel est toujours destiné à «détourner certaines formes de violences».

Jean-Pierre Dupuy : En effet, *Polis*, à l'origine, veut dire enceinte : il s'agit de délimiter l'affrontement, de le soumettre à certaines règles.

René Girard : Au fond, c'est très français !

Jean-Pierre Dupuy : C'est vrai... Pour en revenir à la Grèce, la question est de savoir si la démocratie, en s'arrachant à son origine sacrée et violente, ne s'autonomise pas. Dès lors, n'est-elle pas la solution au problème de la violence ? Hannah Arendt critique la modernité en ce qu'elle aurait dénaturé le politique, le mettant au dernier rang des activités humaines loin derrière le travail-consommation. Pour elle, il y a là quelque chose de fondamentalement mauvais...

René Girard : Par rapport aux Grecs ?

Jean-Pierre Dupuy : Oui, bien entendu.

René Girard : Tout de même, dans l'histoire d'Athènes, la démocratie n'a été qu'un instant fulgurant ...

Philippe Cailleux : ... il faut considérer cet instant comme un point de départ, qui a au moins montré que l'expérience était possible.

René Girard : Il faudrait aussi regarder l'Angleterre : la Grande Charte est bien une limitation des pouvoirs du roi et des grands seigneurs - sans référence d'ailleurs à la démocratie grecque - et les institutions évoluent avec la lenteur que l'on sait : il n'y a pas l'arrachement dont parlait tout à l'heure Jean-Pierre Dupuy. Cette évolution lente, ponctuée de quelques drames, est tout de même plus stable et durable que l'exemple grec.

TABLE RONDE

Philippe Cailleux : Je voudrais poser une autre question, qui concerne la pensée de René Girard : est-ce qu'il y a un phénomène d'accélération de la violence mimétique qui n'a comme point final que l'amour et le choix du refus de toute violence, ou bien n'existe-t-il pas une deuxième voie qui est celle de la médiation politique ?

René Girard : C'est là le débat qui m'oppose à Jean-Pierre Dupuy. A mon avis, Jean-Pierre a mal interprété ce que je dis parce qu'il l'a situé dans un contexte concret, alors que ce que je dis des Evangiles est lié à la logique du texte évangélique. J'ai voulu montrer que l'apocalyptique s'articule sur la violence du message du Royaume de Dieu. Le jour où les protections sacrificielles sont supprimées le risque de violence perd toute mesure. Les hommes sont totalement responsables et n'ont plus de masques. Ceci n'est pas une lecture politique, mais une lecture du texte. Quant à l'espace qui se situe entre les deux, je n'ai rien à en dire. Le fait que l'histoire soit l'histoire montre bien que le politique existe. Il est tout ce qu'il peut être et je n'exclus aucune médiation sur le plan concret. Aujourd'hui, par exemple, devant le fait nucléaire, le problème de la médiation politique prend un sens très différent qui me paraît dire quelque chose sur la pertinence du texte évangélique.

Philippe Cailleux : J'avais l'impression que vous alliez plus loin, qu'un engrenage était décrit qu'il serait impossible d'éviter.

René Girard : Oui et non, c'est toujours la violence qui sauve, c'est cette violence absolue qui empêche la troisième guerre mondiale. Pour comprendre ce phénomène, le texte évangélique devient plus pertinent que n'importe quel texte politique : aucun penseur politique n'a prévu une situation historique où la violence absolue serait présente comme réalité concrète, scientifique, mesurable - une situation dans laquelle les hommes seraient confrontés à une exigence de non violence également absolue par conséquent.

Mais l'histoire est très rusée : la bombe atomique présente un aspect qui est tourné vers le passé et qui nous rappelle la violence et le sacré - elle serait comme le dieu primitif réalisé dans l'His-

A VEC RENÉ GIRARD ET JEAN-PIERRE DUPUY

toire - et en même temps elle a un aspect rationnel puisqu'on peut facilement se rendre compte du danger qu'elle représente. Il n'a jamais été plus facile de comprendre que nous étions obligés de nous abstenir de la violence : non pas de mettre le Royaume de Dieu en action, mais d'en donner une image au niveau des exigences de la survie la plus stricte. Aujourd'hui, il y a un domaine, dans la politique, où l'on prépare la stratégie pour ne pas se battre parce que tout est fondé sur l'impossibilité de se battre sans tout détruire. Je pense donc que les problèmes politiques et moraux sont inextricables et ne peuvent plus se définir classiquement, dans les termes de la science politique.

C'est pourquoi je comprends tout à fait la thèse pacifiste, mais aussi l'attitude des gens qui, comme ceux qui étaient face à Hitler, disent que tout est préférable à la tyrannie. Nous sommes donc dans une situation tragique : la tragédie veut dire que l'on peut tout choisir parce qu'en un sens on ne peut rien choisir. Ce qui m'étonne, c'est qu'on ne pose pas les problèmes dans leur radicalité. Mais d'une certaine manière on ne veut pas parce qu'on a toujours déjà choisi. Même les pacifistes ne posent pas le problème dans toute sa radicalité à moins de renoncer à la guerre même devant un Hitler. Si la deuxième guerre mondiale était légitime, pourquoi pas la troisième ?

Julien Betbèze : On a l'impression qu'entre l'un et le multiple, «les intermédiaires vous échappent» comme dit Platon ?

René Girard : C'est à une défense fondée sur le nucléaire qu'ils échappent, pas à moi seulement. Les problèmes de l'action doivent se poser sur l'horizon de cette situation radicale. Il n'y a jamais eu appel plus extraordinaire qu'aujourd'hui à une pensée religieuse. C'est ce que personne ne veut voir.

Gérard Leclerc : Le Cardinal Lustiger rejoue tout à fait vos propos. Mais il souligne le danger du pacifisme actuel, trop «gentil» pour voir le tragique de la situation et pour l'assumer. Au contraire le pacifisme tragique et évangélique du cardinal Lustiger n'exclut pas les médiations.

TABLE RONDE

René Girard : Je comprends bien. Mais il faut souligner que la dissuasion est sans limites. Pour que la dissuasion soit convaincante il faut montrer que l'on est prêt à utiliser l'arme atomique. Il y a là quelque chose de tragique et j'avoue que je suis déchiré, face au risque de tyrannie et face à la menace atomique. C'est une situation inouïe, qui détruit toutes les pensées politiques, et je ne vois pas ce que l'on peut faire concrètement. Certes, parce que je suis attaché à la liberté, tout un côté de moi me porte à la dissuasion. Mais le pacifisme a le mérite de poser le problème moral : je pense notamment aux évêques américains. En France au contraire, il n'y a aucune réflexion sur le caractère ultime de ce qui se fait en ce moment. J'ajoute que la dissuasion française m'inquiète particulièrement, en raison de son caractère nationaliste. En Russie, on peut la fonder sur l'histoire, sur la nécessité de défendre le communisme et, aux Etats-Unis, sur la défense de la liberté pour l'univers entier. Mais notre dissuasion nationale me fait dresser les cheveux sur la tête !

Gérard Leclerc : Vous savez bien que le général de Gaulle a quitté l'OTAN parce qu'il était devenu patent que les Etats-Unis n'utiliseraient pas l'arme atomique pour nous défendre.

René Girard : La situation était différente.

Jean-Pierre Dupuy : Quand tu dis que la question de l'action locale doit toujours être posée en référence à cette condition limite, ultime...

René Girard : ... la question du choix personnel.

Jean-Pierre Dupuy : C'est justement ce lien que je ne vois pas. La radicalité de la condition limite est telle que son retour sur les conditions de l'action concrète est totalement non perceptible. Le rapport entre des décisions politiques quotidiennes, de portée limitée et le déclenchement éventuel de la déflagration nucléaire est tellement invisible qu'on ne voit pas comment cela pourrait servir de maxime à une action quelconque.

René Girard : Tu veux dire que le choix est toujours déjà fait...

AVEC RENÉ GIRARD ET JEAN-PIERRE DUPUY

Jean-Pierre Dupuy : Ou plutôt le choix se fait au dessus de nous tous.

René Girard : Si tu prends la notion sartrienne de liberté, ce n'est pas vrai du tout !

Jean-Pierre Dupuy : La notion sartrienne de liberté... elle est totalement contraire à l'hypothèse mimétique. Il y a d'autres conceptions de la liberté.

René Girard : L'hypothèse mimétique ne supprime pas la liberté.

Jean-Pierre Dupuy : Ce n'est pas ce que j'ai voulu dire.

René Girard : Il y a une liberté morale qui est absolue : on approuve ou on n'approuve pas. Et si tu ne t'opposes pas, tu approuves.

Jean-Pierre Dupuy : Dans la société traditionnelle, il est vrai que l'on prend toujours parti : si on ne défend pas son camp on est contre lui, donc dans tous les cas on viole les interdits. Dans la société moderne, on peut très bien ne pas décider : le choix n'est pas linéaire. Et c'est ce jeu, à tous les sens du terme, qui donne à la société moderne cette étonnante faculté d'adaptation que tu soulignes dans tes livres.

René Girard : D'accord. Mais il y a aussi un choix moral qui est binaire. C'est ce que disent les pacifistes : ils essaient d'actualiser la possibilité de ce choix.

Jean-Pierre Dupuy : Mais eux-mêmes ne choisissent pas : il suffit de regarder leur façon de vivre ...

René Girard : C'est un argument ad hominem. Il doit y avoir des pacifistes qui se conduisent en héros. Et même s'il n'y en a pas, cela ne change pas le choix moral.

Jean-Pierre Dupuy : Oui, mais ce choix est tellement radical qu'il n'existe plus : il est déjà en dehors de ce monde.

TABLE RONDE

Julien Betbèze : En fonction de ce choix moral, il est possible de faire des choix concrets, historiques, incarnés.

Gérard Leclerc : A en croire Cohn-Bendit, les pacifistes allemands se sont lancés à fond dans les problèmes de technique et de stratégie.

René Girard : Il est en effet frappant de voir que les pacifistes font de la non-violence une arme.

Philippe Cailleux : N'y a-t-il pas une différence entre les personnes qui pensent avec les médiations politiques et celles qui font un choix absolu au mépris de ces médiations ? Si on pose le problème en terme de paix, le choix moral peut être le même au départ mais les premiers vont estimer que la dissuasion sera la meilleur moyen de la paix, alors que les seconds nieront cette nécessité et peuvent d'ailleurs aboutir à l'inverse du résultat recherché.

René Girard : Les deux conceptions se situent sur un plan différent. Le choix moral absolu est toujours là, vous êtes obligé de le faire et d'une certaine façon vous l'avez toujours fait.

Jean-Pierre Dupuy : Tu disais toi-même que tu n'avais pas choisi, qu'il y avait en toi les deux tendances.

René Girard : Je parle d'autre chose : je dis qu'il y a dans la situation actuelle un appel extraordinaire à une réflexion radicale sur le politique, sur le rapport entre le politique et le religieux.

Jean-Pierre Dupuy : Cette réflexion radicale ne peut aboutir qu'à mettre le politique dans le même sac que la violence, qu'à le considérer comme forme violente ayant la capacité temporaire - mais seulement temporaire - de faire face à la violence. Certes, tu n'as jamais dit que tu excluais la médiation politique, mais tu as montré avec des arguments très convaincants que ces formes politiques, comme toutes les institutions humaines d'ailleurs ne sont plus stables dans la société moderne parce qu'elle a été travaillée par le processus de révélation qui met fin à la méconnaissance des mécanismes victimaires, cette méconnaissance étant condition nécessaire de leur stabilité. Toute la question porte sur cette stabilité.

A VEC RENE GIRARD ET JEAN-PIERRE DUPUY

Or tu as tout de même parlé, en termes moins radicaux, de la démocratie représentative comme un système moins mauvais que d'autres dans la mesure où il permet à tous ou presque de s'exprimer sans que cela engendre des mécanismes mimétiques.

René Girard : Bien sûr, c'est pour cela que je pense que la démocratie vaut la peine d'être sauvée. Je ne mets pas tout dans le même sac !

Jean-Pierre Dupuy : Oui, mais d'un autre côté, elle aussi doit être emportée, selon toi, par le mouvement général d'indifférenciation.

René Girard : Je ne crois pas à l'indifférenciation absolue entre l'Est et l'Ouest. Et c'est cette différence qui rend la situation plus tragique encore.

Jean-Pierre Dupuy : Oui, mais cette démocratie là, est-elle capable de trouver sa stabilité ? C'est la grande question posée par le renouveau de la pensée politique à la suite du désenchantement à l'égard du totalitarisme.

René Girard : Double désenchantement puisque nous savons que la démocratie fonctionne de moins en moins bien ...

Jean-Pierre Dupuy : Justement, beaucoup pensent que la démocratie ne peut fonctionner que dans des conditions très difficiles à remplir, mais cette prise de conscience peut aussi renforcer la démocratie. C'est ce que pensent des gens comme Claude Lefort, Marcel Gauchet.

René Girard : Ce qui me frappe, et je vais faire plaisir aux royalistes, c'est que les institutions démocratiques fonctionnent d'autant plus concrètement qu'elles sont enracinées dans une tradition : par exemple le *town meeting* de Nouvelle Angleterre qui est très directement lié aux institutions britanniques.

Jean-Pierre Dupuy : C'est certain. Mais je repose ma question : cette démocratie, renforcée par la prise de conscience de sa fragilité constitutive, n'est-elle pas nécessairement promise à être emportée ?

TABLE RONDE

René Girard : J'espère que non. Mais il est vrai que le terrorisme, la crise économique, la perte de certaines valeurs morales traditionnelles, représentent un terrible danger. Quant à l'avenir, je n'en sais rien.

Jean-Pierre Dupuy : Tu n'en sais rien, mais en même temps tu le dis : comme toute forme sociale, humaine, la démocratie est destinée à être déstabilisée et à périr dans l'indifférenciation.

René Girard : L'indifférenciation traditionnelle n'est pas identique à l'indifférenciation moderne, qui est très acceptable concrètement. Je n'aime pas beaucoup le discours sur la différence, dans la mesure où la démocratie moderne indifférencie beaucoup de choses qui ne me font pas peur. Même la «société de consommation» n'est pas très dangereuse.

Jean-Pierre Dupuy : En fait, c'est la même indifférenciation, mais nous avons la capacité de l'absorber.

René Girard : Nous avons en effet des capacités plus grandes d'accepter l'autre, et en même temps des refus extraordinaires. Il faudrait étudier le désir de domination chez les primitifs, ou le désir de pouvoir. Parce que c'est lui qui fait le totalitarisme et, d'une certaine façon, il est renforcé et multiplié dans un univers d'égaux. Comment le tenir en respect, tout en donnant à la démocratie sa fécondité ?

Jean-Pierre Dupuy : C'est en ce sens que toute la réflexion politique de la modernité, depuis le 17ème siècle, est fascinante parce qu'elle essaie de penser ce que peut être la stabilité dans une société indifférenciée, c'est-à-dire travaillée par l'égalité.

René Girard : La situation actuelle est tout à fait vertigineuse, tant les systèmes nationaux sont démodés et sans prise sur la réalité. J'assistais l'autre jour à une réunion où il y avait des diplomates et des hommes d'affaires. Les premiers ne sortaient pas de leur bavardages habituels alors que les seconds - notamment M. Maisonneuve - étaient impressionnantes. Ces hommes d'affaires inspirent plus confiance que les politiciens : ils parlent de choses concrètes, ils ont le souci de l'emploi ...

AVEC RENÉ GIRARD ET JEAN-PIERRE DUPUY

Jean-Pierre Dupuy : Mais M. Maisonrouge est par excellence un créateur d'indifférenciation...

René Girard : ... et peut-être de démocratie, car si aujourd'hui la démocratie passe par l'augmentation du niveau de vie dans les pays sous-développés, ce sont des organisations comme I.B.M. qui font plus pour la démocratie que n'importe qui.

Michel Henra : La démocratie sera aussi ce qu'en fera le politique !

René Girard : Le politique est sans prise là dessus. Il se referme sur un régionalisme : national-socialisme, socialisme national, sommes-nous vraiment voués à cela ? Et n'y a-t-il pas que les Maisonrouge qui échappent à cet enfermement ? C'est une question que je me pose. Et j'avoue que la tendance protectionniste de Bertrand Renouvin m'inquiète quelque peu.

Bertrand Renouvin : Elle est très nuancée ...

René Girard : Je sais bien, mais c'est une pente très glissante...

Gérard Leclerc : Ce qui est curieux, c'est la façon idéaliste dont vous considérez M. Maisonrouge. Le libéralisme économique, c'est tout de même la guerre !

René Girard : En êtes-vous certain ? M. Maisonrouge comparait les prix de production de l'usine IBM de Montpellier à ceux de l'usine de Henndicot et il montrait que la France était compétitive puisque les premiers étaient de 4% inférieurs aux seconds.

Jean-Pierre Dupuy : Il faudrait aussi comparer le niveau des salaires ...

Gérard Leclerc : ... et ne pas négliger le fait que la puissance des firmes multinationales est construite sur une guerre qui aboutit à la ruine des entreprises concurrentes ...

René Girard : Parler de guerre, c'est faire de la polémique. Nous sommes bien obligés d'accepter l'idée qu'il n'y a pas de vie écono-

TABLE RONDE

mique sans concurrence. Or les gens comme Maisonrouge ont conscience du problème : ils savent que cette «guerre» ne peut être sans limites.

Bertrand Renouvin : Au contraire, l'affrontement entre firme me paraît connaître beaucoup moins de limites que celui des nations. Il y a tout de même une exploitation des hommes à l'échelle planétaire. Pensons au dernier livre de Jacques Ellul.

René Girard : Il faut savoir ce qu'on entend par exploitation. Il est malgré tout évident que ce sont les multinationales qui ont fait démarrer l'Asie du Sud-Est. On ne peut pas toujours parler de l'Amérique du Sud. D'autre part, par quoi remplacerez-vous les multinationales ? Vous n'allez pas faire fonctionner les ordinateurs dans le cadre national ? Même aux Etats-Unis ce n'est pas possible.

Bertrand Renouvin : L'évolution des techniques permet de concevoir des fabrications de pointe en dehors des multinationales. L'avenir n'appartient pas nécessairement aux grands ensembles industriels.

René Girard : Si tel est le cas, n'allons-nous pas retomber dans des nationaux-socialismes qui seront pires ?

Bertrand Renouvin : A votre tour, vous employez des termes polémiques. Je ne comprends pas votre préjugé à l'égard de la nation : c'est tout de même une réalité humaine, une réalité politique et économique qui demeure.

René Girard : C'est bien ce qui m'inquiète : ce sont les instances politiques nationales qui pensent en termes de guerre et qui la font. Les hommes d'affaires pensent en terme de marché et lorsqu'ils sont battus sur ce plan, ils s'inclinent. Ils ne passent pas au canon !

Bertrand Renouvin : Les politiques ne parlent pas toujours en termes de guerre : pour eux, ce n'est que le dernier argument, lorsque toutes les solutions diplomatiques sont épuisées.

Michel Henra : ... et les multinationales sont loin d'être innocentes dans les conflits politiques; au Vietnam par exemple ...

A VEC RENE GIRARD ET JEAN-PIERRE DUPUY

René Girard : La pensée des grands milieux d'affaires américains, depuis quelques années, est qu'un certain type de domination politique est dépassé et qu'il ne faut pas trop s'en soucier.

Gérard Leclerc : C'est vrai : il y a un impérialisme fantastique de l'entreprise ! Mais je veux tout de même défendre le politique. La tâche du politique est de protéger les citoyens contre le jeu de l'économie, contre les conséquences de la transformation des rapports économiques afin de maîtriser des lois qui ne sont pas forcément humaines. La nation est le lieu du bien commun...

René Girard : Mais enfin, comment peut-on penser en fonction des frontières nationales ! Le contrôle des changes institué par M. Delors prive nos voisins espagnols de milliards de francs.

Bertrand Renouvin : Nous ne sommes pas les seuls à penser en termes de nation. Tout le monde le fait. Parler de multinationales est d'ailleurs une facilité de langage; en fait ces sociétés sont transnationales comme dit François Perroux : elles se sont constituées et elles ont développé leur puissance dans et à partir d'une nation donnée. Il y a une réalité économique de la nation qui existe partout : aux Etats-Unis, au Japon, en Allemagne...

Michel Henra : Si le pouvoir politique a pour finalité d'assurer la justice, il me semble que ce pouvoir est indispensable face à des impérialismes économiques qui n'ont pas ce souci, mais seulement celui d'une puissance toujours plus grande.

René Girard : Je trouve tout de même dommage que les partis de gauche aient renoncé à l'internationalisme, surtout au moment où le besoin d'autorité supranationale n'a jamais été aussi fort.

Bertrand Renouvin : En ce qui concerne la gauche, nous vivons depuis mars 1983 le contraire de ce que vous dites : le «delorisme» est un consentement au marché, au libéralisme.

René Girard : Est-il possible de faire autre chose ? Est-ce que la définition d'un bien commun local ne serait pas mieux comprise s'il y avait une autorité supranationale ?

TABLE RONDE

Philippe Cailleux : Ce besoin ne me paraît pas tellement évident, et les tentatives supranationales sont jusqu'à présent des échecs. En fait, le problème que vous posez est celui du rapport à l'universel. Il me semble que, loin d'exiger la suppression de la nation, le souci de l'universel passe par cette médiation.

René Girard : Ne reprenez-vous pas des types de pensée qui ont fait la preuve, en Europe, de leur échec ?

Jean-Pierre Dupuy : Ces pensées ont malgré tout produit la démocratie...

Philippe Cailleux : ... et, de plus, toutes les aventures totalitaires sont parties du besoin de supprimer les médiations dont je parlais.

René Girard : Au contraire, pensez au totalitarisme nazi !

Gérard Leclerc : Avec la modernité, nous sommes entrés dans une période d'exclusion. Le national exclut l'universel. Cela d'autant plus qu'on se trouvait dans une culture laïque, ou bien, dans le cas du nazisme, païenne, mais justement parce que nous avons perdu la dimension universelle du spirituel. Soloviev voyait bien le danger de ce nationalisme, qui prenait effectivement une dimension totalitaire.

René Girard : Je suis d'accord sur ce point. Mais, aujourd'hui, tous les nationalismes ne sont-ils pas devenus caricaturaux ? Nous avons d'un côté les courants économiques qui se moquent des nationalismes, de l'autre des formes culturelles très basses qui s'en moquent complètement aussi. Je me demande si vous ne raisonnez pas dans une sorte d'élitisme très sympathique mais qui me paraît coupé du réel.

Gérard Leclerc : Mais ne transférez-vous pas à l'économie une sorte d'aura universelle ? Est-ce que vous n'attribuez pas à l'économie une vertu d'universalisme dont l'origine est, en fait, purement spirituelle ? Il y a quand même un lien très fort entre la politique des nations - celle des Etats-Unis par exemple - et la stratégies des multinationales.

AVEC RENÉ GIRARD ET JEAN-PIERRE DUPUY

René Girard : Il y a beaucoup de mythes sur ce sujet. Pour en revenir à la guerre du Vietnam, il ne faut pas oublier qu'elle a été voulue par les politiques.

Bertrand Renouvin : Il ne faudrait pas négliger la différence qui existe entre l'impérialisme et le souci de l'indépendance nationale. La tradition capétienne et gaullienne est opposée à l'impérialisme napoléonien.

René Girard : C'est très compliqué. La révolution romantique s'est faite à l'image du nationalisme français; elle s'est faite aussi contre la culture française, qui représentait l'internationalisme du moment. Il est frappant que la France soit devenue le pilier de ce qu'elle combattait quand elle cherchait à faire l'unité de l'Europe au moment de la Révolution.

Gérard Leclerc : Justement, à cette époque, on a affaire à la conjonction du phénomène national, ou nationalitaire, et d'un messianisme politique : la Révolution est un mouvement d'émancipation universel qui se fait au besoin par les armes. Il y a là un spirituel laïc se mêle au nationalisme français. D'où, aussi, la colonisation...

René Girard : Oui, mais s'il y a un espoir, dans la crise multi-forme que nous traversons, c'est que celle-ci débouche sur une nouvelle forme d'universalisme, dont nous espérons qu'il ne sera pas totalitaire. Je souhaite qu'il respecte les entités «nationales» culturelles, mais on voit très mal comment cet universalisme pourrait être incarné préférentiellement dans la nation. Ce qui m'inquiète, c'est le repli - y compris dans le protectionnisme, aussi nuancé soit-il !

Gérard Leclerc : Cette idée du repli est caricaturale. Nous voulons simplement exister, ne pas être absorbés par l'autre.

René Girard : Il y a là une illusion sur l'autre, qui se sent tout aussi absorbé. L'impression de forteresse assiégée existe aussi aux Etats-Unis et même, bizarrement, dans la Hollande ouverte à tous

TABLE RONDE

les vents. Il manque dans la pensée française une ouverture sur un avenir prévisible, dont on voit mal comment il pourrait se définir nationalement.

Bertrand Renouvin : L'avenir, on le devine : c'est M. Maison-rouge, c'est le libéralisme économique.

René Girard : Alors ce libéralisme doit avoir une dimension spirituelle.

Bertrand Renouvin : On ne la voit pas très bien. Ceux qui vénèrent le libéralisme sont d'ailleurs en plein paradoxe. M. Delors veut interdire aux Français de voyager, de rencontrer d'autres peuples, alors que les produits continuent de circuler. Le libéralisme économique est un véritable tabou.

Jean-Pierre Dupuy : Pas seulement : c'est parfois une question de nécessité. Pour former des informaticiens, nous avons besoin d'importer énormément de matériel informatique. Ou alors nous n'exissons plus sur le plan économique.

Bertrand Renouvin : Il ne s'agit pas de refuser toutes les importations. Une politique nuancée est possible en matière de commerce extérieur. La preuve, c'est que les Américains savent fort bien pratiquer cette politique, apparemment libérale, sélectivement protectionniste en fait.

Julien Betbèze : Pour en revenir à la question de fond, on peut très bien être enraciné et en même temps se situer sur le plan de l'universel : par exemple Jean-Paul II. En revanche, on peut avoir un discours libéral, internationaliste, sans toucher personne. C'est parce qu'on est de quelque part qu'on peut être partout. Si on n'est nulle part, on devient un jouet, on est pris dans un magma qui dépasse tout le monde.

Bertrand Renouvin : Le débat nationalisme-internationalisme apparaît à un moment précis : celui où les citoyens ne sont plus assurés du pouvoir, à partir du moment où il n'y a plus de légitimité.

A VEC RENÉ GIRARD ET JEAN-PIERRE DUPUY

René Girard : Tout de même, nous vivons un moment où les frontières craquent, où le mélange de populations devient un phénomène gigantesque, et, en même temps, il n'y a plus de pensée universaliste. C'est le paradoxe de ces dix dernières années...

Jean-Pierre Dupuy : ... qui se produit dans l'inconnaissance de soi.

René Girard : C'est vrai. Et je me demande si l'actuelle stérilité culturelle n'est pas due à d'extraordinaires blocages.

Jean-Pierre Dupuy : D'un autre côté, toute la circulation des biens se fait avec un discours universaliste, qui donne à voir le monde : le cow-boy de Malboro, les voitures françaises devant le Grand Canyon, etc.

Philippe Cailleux : Il y a donc un universel de la consommation, qui est géné par les médiations dont nous parlions.

Jean-Pierre Dupuy : Il y a une question que je voudrais poser aux royalistes. Votre pensée vous amène à considérer comme nécessaire l'existence d'un pôle extérieur pour donner son unité au peuple, son identité à une nation. Cette figure, lorsqu'on se rapporte à l'œuvre de René Girard, a évidemment la même forme abstraite que toutes les figures mimétiques et sacrificielles ...

René Girard : ... dans la monarchie française, il n'y a pas de mythe sous-jacent; c'est une institution qui a été pensée politiquement et religieusement par l'Eglise en accord avec la royauté. C'est donc une fondation qui a déjà des caractères d'autonomie.

Bertrand Renouvin : Il y a reconnaissance de cette autonomie par l'Eglise, et aussi prise d'indépendance du pouvoir politique...

Philippe Cailleux : ... au terme de toute une évolution et de conflits qui ont permis au roi de conquérir son indépendance.

Jean-Pierre Dupuy : Ma question était beaucoup plus abstraite : la société trouve son unité par la médiation d'une entité qui lui est extérieure, ce qui reproduit la forme sacrificielle par excel-

TABLE RONDE

lence : c'est le tous-un que l'on retrouve dans toutes les pensées politiques, jusqu'à la Volonté générale de Rousseau. Vous avez donc besoin de cela comme facteur de légitimité, de stabilité. Or, selon Girard, si cette forme est issue du sacrifice, elle est promise à être rongée par la Révélation...

René Girard : Oui, mais en même temps, cette forme peut s'adapter. La monarchie anglaise en est un bon exemple.

Jean-Pierre Dupuy : Je ne sais si nos amis acceptent le système constitutionnel anglais.

René Girard : C'est bien quelque chose comme cela : ce sont des monarchistes constitutionnels, ils ne veulent ni d'une charte octroyée, ni d'une monarchie absolue !

Bertrand Renouvin : La monarchie pose des problèmes concrets : elle a fini de disparaître en 1848, la démocratie telle que nous la connaissons aujourd'hui est un fait, et la monarchie ne peut s'instituer en le niant. Sinon elle ne tiendrait pas, ou bien elle deviendrait dictatoriale.

René Girard : Mais cette monarchie continuerait de se réclamer de la tradition ?

Bertrand Renouvin : Oui, mais il faut préciser que nous parlons de tradition au sens où vous parliez de la tradition britannique. Il y a un projet français qui s'accomplit à travers presque toute notre histoire.

René Girard : Il y a un projet français, certes, mais la République n'en fait-elle pas partie ?

Bertrand Renouvin : Bien sûr. Et le général de Gaulle avait très bien compris cela : il a voulu réconcilier la tradition républicaine (au sens du suffrage universel) et la monarchie au sens de la légitimité, de l'extériorité du pouvoir. Et de Gaulle a souhaité, comme vous le savez, que cette réconciliation se fasse par l'arrivée du comte de Paris aux affaires, au terme d'un processus démocratique. En outre, de Gaulle a voulu se situer dans le projet capétien

A VEC RENE GIRARD ET JEAN-PIERRE DUPUY

non seulement sur le plan institutionnel mais aussi par sa politique étrangère : il avait repris l'idée de la France alliée aux petites et moyennes nations contre les empires.

Sans faire l'apologie du passé, et pour en revenir à notre discussion sur l'identité nationale, sur le sentiment d'appartenance, les choses se passaient beaucoup plus simplement qu'aujourd'hui, et beaucoup plus humainement malgré tous les mauvais côtés toutes les violences des sociétés traditionnelles. Il y avait ce pouvoir légitime, reconnu, aimé, qui faisait que l'appartenance se vivait hors de l'excès nationaliste. Par exemple, la guerre n'avait pas ce caractère absolu qu'elle a pris à partir de la Révolution : il y avait un sens des limites, on ne cherchait pas à détruire l'adversaire, qui était parfois un parent ...

René Girard : Cette politique équilibrée de défense contre les empires, n'a-t-elle pas été tout de même une politique nationaliste ? La politique de Richelieu était tout de même une politique de division.

Bertrand Renouvin : Cette idée de l'équilibre, du jeu d'échecs, n'est pas malsaine ni même vraiment meurtrière : la guerre aussi est considérée comme un jeu d'échecs; il ne s'agit pas de détruire l'autre, mais de tuer le moins possible.

Philippe Cailleux : Au jeu d'échec on détruit. La stratégie de l'époque ressemble plus à une partie de go. il n'y a pas de logique idéologique de la guerre avant la Révolution, mais seulement une logique de la sécurité qui repose sur la nécessité de ne pas laisser l'autre devenir trop important.

Julien Betbèze : Pour en revenir à la question de la Monarchie et de la République, on est parti à une certaine époque du fantasme de la société transparente à elle-même qui a marqué toute la philosophie humaniste. D'où la nécessité de supprimer le roi, puisqu'il ne devait plus rien y avoir au dessus de l'homme. Mais on s'est aperçu qu'on aboutissait à une société entièrement transparente à l'Etat, au pouvoir. Le fait de reconnaître quelque chose de tiers par rapport à la société ne permet-il pas d'apaiser les conflits, d'éviter que la démocratie dérive dans son double, qui est le totalitarisme ?

TABLE RONDE

René Girard : Je vois très bien le projet. Surmonter l'origine sanglante de la démocratie française.

Gérard Leclerc : Il faudrait approfondir cette notion de démocratie. J'ai l'impression que depuis un dizaine d'années nous employons le mot démocratie dans un sens anglo-saxon qui n'était pas le nôtre. La tradition républicaine française n'est pas du tout l'équivalent de la démocratie. Le livre de Claude Nicolet montre que la République est une idéocratie. Le concept de laïcité joue dans cette idéologie un rôle très important : ce n'est pas du tout la tolérance, mais l'émancipation de l'homme par rapport à l'obscurantisme monarchique et religieux. D'ailleurs sur le plan politique, le ralliement des républicains au système représentatif sera très tardif parce que ce système est tout à fait distinct de l'idée de République. La République doit permettre à l'homme d'acquérir son autonomie : d'où l'idée de pédagogie, d'école laïque. Nous avons là un système totalitaire, le pluralisme n'étant que provisoire, le temps que la pédagogie fasse son œuvre. Et le totalitarisme soviétique a pris au sérieux cette idée-là.

René Girard : Il y a d'autres courants dans la démocratie française.

Jean-Pierre Dupuy : L'autre tendance est celle de la démocratie libérale ...

Gérard Leclerc : Les libéraux n'étaient pas républicains, mais pour la plupart orléanistes.

Bertrand Renouvin : Dans le monde politique, il semble bien que la vieille tradition républicaine soit en train de disparaître, malgré les soubresauts du laïcisme.

Philippe Cailleux : Mais le mythe de la République ressort, quand Mitterrand va au Panthéon, et aussi du côté du R.P.R.

Michel Henra : Si l'on considère la question du pouvoir central, il me semble que la monarchie présente l'avantage de faire échapper ce pouvoir à la lutte des doubles.

AVEC RENÉ GIRARD ET JEAN-PIERRE DUPUY

René Girard : C'est vrai. D'ailleurs, le présidentialisme gaullien était bien cela.

Michel Henra : Mais on voit aujourd'hui apparaître un processus d'expulsion de l'ancien président qui est sacrifié pour résoudre la crise, et l'état de grâce qui suit l'élection ressemble fort à l'unanimité post-sacrificielle ...

René Girard : Le danger est en effet que la lutte des doubles réapparaîsse en dépit du Président, et mette en péril la Constitution elle-même. Le phénomène existe aussi aux Etats-Unis. Quant à la monarchie, il me paraît difficile de resacraliser ce qui a été dé-sacralisé.

Jean-Pierre Dupuy : En effet, le rétablissement de la monarchie en France exigerait un processus de resacralisation, dont on sait qu'il produit partout le contraire de ce qui est recherché.

Philippe Cailleux : La sacralisation existe aujourd'hui - pensons à l'état de grâce. Le problème est que cela se dégrade très vite.

Bertrand Renouvin : L'exemple de l'Espagne montre qu'on peut en revenir à un pouvoir qui n'est peut-être pas sacré, mais qui a l'avantage de représenter tous les Espagnols, qui est reconnu comme étant celui de toute l'Espagne.

René Girard : C'est le premier exemple dans l'histoire européenne d'une reconquête de la légitimité.

Bertrand Renouvin : ... et l'on retrouve en Espagne ce dépassement des idéologies, la réconciliation des camps issus de la guerre civile, le fait que les républicains de cœur reconnaissent la nécessité de la monarchie. Juan Carlos est l'homme qui a su dépasser les conflits - y compris ceux qui tenaient à la conception de la monarchie. Quant à la France, il semble bien que l'idée de monarchie soit plus vivante que la vieille idée républicaine.

René Girard : Votre conception de la monarchie aboutit finalement à relativiser la politique, plutôt qu'à l'absolutiser.

TABLE RONDE

Philippe Cailleux : L'heure, je le crains, va nous contraindre à mettre un terme à ce débat. Il me faut remercier René Girard et Jean-Pierre Dupuy d'avoir accepté d'y participer et de répondre à nos questions. Dimension anthropologique, question de la modernité, essence du politique à quoi il faudrait ajouter la question de la monarchie française, nous avons, je crois, respecté la grille que nous nous étions fixée au départ. Il nous reste maintenant à livrer aux lecteurs de «CITÉ» le contenu de ce débat. Merci à tous.

transcription : Bertrand Renouvin

les municipales

Les élections se suivent et se ressemblent. Le dernier scrutin n'échappe pas à la règle. Comme pour chaque consultation municipale, la majorité a souligné l'enjeu local, l'opposition a joué la carte de la politisation et les maires sortants ont préféré aux thèmes nationaux la défense de leur gestion. L'extrême bipolarisation, la marginalisation des «petites» listes, l'absence d'un réel débat sur les perspectives communales complètent ce tableau d'une élection qui n'a guère passionné les Français, même s'ils ont participé en nombre au vote. Néanmoins, chaque scrutin marque à sa façon l'histoire politique : 1977 avait vu la grande conquête des collectivités locales par une gauche ascendante. Les municipales 83 ne laissent pas un message aussi clair : à la défaite de la gauche n'a pas répondu le raz-de-marée attendu par la droite. Scrutin complexe en vérité, au terme d'une campagne électorale dont on peut distinguer trois temps forts : du début novembre où commencent les négociations PS-PC sur la constitution des listes au 20 janvier où UDF et RPR lancent leur campagne, la gauche occupe le devant de la scène, suscitant interrogations sur la stratégie socialiste à l'égard du P.C.F. et le rôle de ce dernier au sein de la coalition. La campagne proprement dite, menée jusqu'au 6 mars, s'est engagée sur l'offensive tous azimuts de l'opposition contre la politique gouvernementale et l'apparition d'un débat économique interne au Parti socialiste. Entre les deux tours, en l'espace d'une semaine, s'est enfin déroulé le dernier acte de ces élections, avec le surprenant sursaut d'une gauche sous le coup d'un avertissement sévère, et parvenant malgré tout à remobiliser ses troupes défaillantes.

Le Parti communiste français ouvre sa campagne dès l'automne. Premier cheval de bataille : le mode de scrutin. Le P.C. milite activement en faveur de la proportionnelle intégrale. Un choix que n'a pas uniquement suscité le désir d'une meilleure représentation démocratique mais qui découle aussi de nécessités tactiques : le

CHRONIQUE

P.C.F. se sait lourdement affecté par la déroute de Mai 81 et ne souhaite pas prendre le risque d'affronter seul le verdict populaire, d'autant que les mairies forment un précieux pactole indispensable au bon fonctionnement du Parti. La proportionnelle intégrale oblige les socialistes à l'union, permet donc de dissimuler l'ampleur du déclin communiste et de sauvegarder les municipalités. Le choix de l'Elysée, dosage des scrutins majoritaire et proportionnel, ne satisfait pas pleinement le Parti communiste, qui investit alors ses efforts pour obtenir promptement la conclusion d'un accord entre les deux partis de gauche, sur la base des résultats obtenus en 1977. Un seul slogan pour les dirigeants du P.C. : union à tout prix. Il convient, afin de convaincre les socialistes de la nécessité impérative d'un tel mot d'ordre, de politiser la confrontation, utiliser la droite, parée pour l'occasion de toutes les abominations, comme repoussoir, accentuer jusqu'à la démesure la bipolarisation de la géographie politique. Georges Marchais, le 23 janvier, au Club de la presse d'Europe 1, qualifie Jacques Chirac d'«homme dangereux» et multiplie les appels à la mobilisation de toute la gauche pour «battre la droite». Le P.C.F., saigné à blanc en 1981, mise sur la seule stratégie possible pour son éventuel redressement, dictée par les nécessités électorales : exploiter à fond une participation gouvernementale proche de la servilité, se faire le porte-parole souvent aveugle du projet présidentiel et le chantre de l'union de la gauche. Ce qui ne va pas sans douleur ni friction, puisque le partenaire socialiste poursuit comme il se doit une toute autre stratégie.

Ce n'est un secret que pour les dupes : à travers la stratégie d'union avec les communistes, François Mitterrand s'est imposé comme objectif premier la réduction à son profit de l'électorat communiste. Mais toute stratégie possède ses limites, où des révisions s'avèrent indispensables lorsque le paysage politique varie. Telle semble être la situation du Parti socialiste, en ce novembre 1982, où la surenchère à l'union des communistes finit par indisposer. Le dilemme est cruel pour le P.S. : voilà un parti qui a bâti son expansion sur la perte d'influence du P.C.F., qui ne rêve que d'affaiblir cet allié circonstanciel, dont il ne peut cependant pas se priver pour demeurer majoritaire en France. Un Parti commu-

niste réduit à une maigre force d'appoint menacerait l'ensemble de la gauche. Force exige donc de maintenir à flot un parti qui prend eau de toutes parts. Le 8 novembre 1982, les négociateurs socialistes revendentiquent la tête de liste pour l'un des leurs dans 29 villes de plus de 30.000 habitants dont le maire sortant est communiste. Deux semaines plus tard, les exigences de la délégation ne concernent plus que 18 villes. Mercredi, 15 décembre, le comité directeur du P.S. entérine l'accord passé avec le P.C.F., qui prévoit seulement 11 primaires dans les grandes villes. Une partie de la presse pronostique dans cette union un changement de stratégie historique du Parti socialiste, qui se soumettrait désormais aux volontés du Parti communiste pour préserver la majorité présidentielle. Convenons moins exagérément que la tactique socialiste subit quelques inflexions momentanées, au service d'une stratégie d'ensemble qui demeure inchangée. En attendant peut-être le jour où François Mitterrand pourra compter sur une base politique élargie, dont le P.C.F. ne serait plus que l'une des composantes.

Côté socialiste, l'accord ne se réalise pas sans mal; une part des militants rechigne à l'union imposée par la hiérarchie, certaines sections prenant le risque de primaires «sauvages». Côté communiste, le moral des troupes n'est pas non plus au beau fixe. L'empressement unitaire de la direction, le soutien sans discernement à l'action gouvernementale troubent les membres du Parti, habitués naguère à la contestation systématique. Dans «L'Humanité» du 5 janvier, le billet d'André Wurmser sous le titre «La rogne, la grogne et le Parti», donne la mesure de ce trouble : «Que soient si nombreux les camarades qui me font part de leur amertume, de leur mécontentement, voire de leurs hésitations, est alarmant.» Le lendemain, dans la même «Humanité», Georges Marchais se montre plus explicite; comme pour valider un instant les inquiétudes de ses amis, le secrétaire général du P.C.F. accuse le P.S. de conduire des «opérations tactiques», d'obéir à des «soucis de préséance partisane» : «Il y a des difficultés de dernière minute, des retards, des lenteurs, autant d'obstacles incompréhensibles... Je dis bien incompréhensibles.» Car le crédo de l'union, la guerre implacable entre Gauche libératrice et Droite vengeresse mise en scène par le P.C. servent autant à favoriser le processus unitaire

CHRONIQUE

avec le P.S. qu'à chasser les états d'âmes de certains communistes. Quant aux socialistes, ils connaissent trop l'effet de la «prime aux sortants» pour multiplier inconsidérément les primaires en arguant des résultats de mai-juin 1981.

La droite demeure discrète en ce début de campagne, hormis la critique routinière. Echaudée par les présidentielles, l'opposition a réalisé une union sans accroc majeur, sinon à Lyon, où le R.P.R. Michel Noir convoite l'écharpe du centriste Francisque Colomb. Jacques Chirac va parfaire du 11 au 17 janvier son image de chef de l'opposition et de futur «présidentiable» aux Etats-Unis, où il rencontre les plus importantes autorités du pays.

Le Parti républicain entame sa campagne le 20 janvier à Charenton-le-Pont et ouvre ainsi véritablement la période électorale. Le ton est donné, il ne variera que peu : refus d'entrer dans la logique du P.S., pour qui le scrutin est d'abord local, politisation au comble des enjeux en imposant le thème du «vote sanction» contre la politique nationale. Devant 2.000 personnes, aux côtés de Valéry Giscard d'Estaing, le maire de Charenton, Alain Griotteray, exprime sans détour cette stratégie : «Si les socialo-communistes sont désavoués massivement le 13 mars, toutes nos réunions devront alors se faire au cri de «dissolution-dissolution» (...) Je ne me sens pas le courage de tenir jusqu'en 1986, il faut en appeler au peuple des urnes.» La gauche se récrie en dénonçant une atteinte grave à l'esprit des institutions. Il est cependant à remarquer que le président du R.P.R. et les siens ont renoncé à leur campagne mettant en cause la «légitimité» du gouvernement, qui avait culminé l'été 82 à Nouméa. le R.P.R. préfère exploiter le thème plus probant de la «régression sociale». Le 22 janvier, Porte de Versailles, devant un public de 80 à 100.000 personnes, le mouvement gaulliste tient son premier meeting d'importance. Jacques Chirac pose brutalement son analyse : «Nous avons assisté à l'échec du nouveau pouvoir, dont la politique de gaspillage et d'étatisation nous contraint aujourd'hui à la régression et menace nos libertés». Bernard Pons, mémement inspiré : «Le président de la République est un incompetent entouré d'incompétents.» Le R.P.R. ne se borne pas à la critique facile; il esquisse un projet politique, la «révolution de la responsabilité», qui se concrétise en 60 propositions, parmi les-

quelles la réduction des interventions de l'Etat, les allègements fiscaux, une série de dénationalisations, l'abrogation de l'impôt sur les grandes fortunes.

Les estimations vont bon train. La droite fait montre d'un enthousiasme à toute épreuve, qui ira néanmoins décroissant l'échéance approchant. En juin 82, Jacques Chirac évaluait de 80 à 100 le nombre des reconquêtes probables dans les cités de 30.000 habitants et plus. Au mois de janvier, son lieutenant Bernard Pons ramène la prévision à 60 villes et use de prudence à la mi-février, en déclarant : «Rien n'est gagné pour personne.» Les giscardiens restent modestes; Jean Lecanuet avance le chiffre de 30 villes basculant à droite. A gauche, la sérénité n'est pas de mise. Lionel Jospin, devant le «Club de la Presse», adopte un profil bas que lui reprochent ses amis : «Gagner des villes, ce sera difficile. Si nous les conservions toutes, ce serait un triomphe. Si nous en perdions 10 ou 15, ce serait la norme.» Une sombre lucidité qui tranche avec l'optimisme insatiable et quelque peu béat de Georges Marchais, qui lance le 2 mars un pronostic hasardeux : «Je ne crois pas à un recul massif de la gauche. Nous pouvons conserver toutes les mairies gagnées en 1977 et même en gagner d'autres.»

A la différence des élections cantonales où le Premier ministre s'était engagé dans la campagne électorale pour y défendre les réalisations de son gouvernement, Pierre Mauroy a laissé le Parti socialiste occuper seul le terrain. En axant la campagne sur la bonne gestion des maires de gauche, le P.S. tente de désamorcer l'opération de politisation conduite par la droite et d'inviter ainsi que les résultats du soutien n'affectent directement la politique gouvernementale. Mais le surprenant de ces municipales 83, la péripétie la moins prévisible fut sans nul doute le débat économique développé parmi les socialistes, impliquant jusqu'aux membres du gouvernement. La dureté de la campagne, les foucades de la droite, laissent présumer que le P.S. tairait un instant ses dissensions intestines pour mieux contrer l'adversaire et repousser le reproche d'incohérence porté contre la politique gouvernementale. Il n'en fut rien et, à rebours, la polémique s'amplifia, en un feuilleton à multiples rebondissements.

CHRONIQUE

Le 31 janvier, à la sortie d'une entrevue avec le chef de l'Etat, Edmond Maire évoque l'imminence d'un plan de rigueur que prépareraient les hommes de l'Elysée. Tollé général, on presque, contre le secrétaire général de la C.F.D.T., qui n'en précise pas moins la signification du débat dans «Libération» du 3 février : «Du point de vue politique, le protectionnisme va de pair avec des appels au peuple en faveur de l'intérêt national, tout ce qui nous entoure étant considéré comme un danger. Donc, des tonalités assez autoritaires et des risques de dérapage du point de vue d'une certaine conception des libertés.» Protectionnisme ou libre-échange, baisse ou maintien du pouvoir d'achat, relance de la consommation ou récession dans l'austérité, tels sont à grands traits les termes du débats, le seul qui relèvera la campagne de sa fougue politique. Edmond Maire se voit activement soutenu par deux personnalités politiques, et non des moindres : son ami Michel Rocard, dans «L'Expansion» (4 février) et Jean-Pierre Cot dans un article du «Monde» (8 février). Les mitterrandistes n'attendent pas pour répliquer; Pierre Joxe au «Grand Jury R.T.L.-Le Monde» (6 février) se charge de la contre-offensive en visant l'argument chéri des rocardiens selon lequel protectionnisme égalerautarbie : «Il ne s'agit pas de se protéger. Qu'il y ait des mesures non pas pour se protéger, mais se défendre, c'est autre chose.» «L'Unité», hebdomadaire du Parti socialiste, relaie cette opinion le 11 février, accablant une «gauche maso» disposée aux pires soumissions. Jean Poperen, dans la dernière livraison de sa revue «Synthèse-Flash» (18 février) pousse plus avant les accusations : Jean-Pierre Cot est coupable d'«article révisionniste», Michel Rocard suspect de fomenter un complot cherchant un renversement des alliances. Le 23 février, la controverse aurait pu se clore sur la déclaration du Premier ministre : «Il n'y a aucun plan d'austérité, et cette discussion sur l'austérité est une discussion qui ne se pose pas actuellement (...) Finalement, les gros problèmes sont derrière nous» Façon de rappeler discrètement à l'ordre le ministre du Plan, qui constatait l'avant-veille dans un meeting à Grenoble : «Nous sommes dans l'hiver économique. Il faut savoir mettre des chaînes.» Au jour de cette clarification du Premier ministre, la réunion du bureau exécutif du P.S. tourne à l'aigre. Michel de la Fournière, rapporteur d'une étude sur les droits de l'homme, s'oppose vivement à Pierre Joxe, qui lui reproche son manque d'or-

thodoxie. Riposte des rocardiens dans les colonnes du «Matin», sous les plumes d'Alain Richard, député du Val d'Oise, et Marie-Noëlle Lienemann, membre du bureau exécutif. A moins de deux semaines du premier tour, le P.S. vit un débat intérieur certainement fondamental pour l'avenir de la gauche, mais dont Lionel Jospin reconnaît qu'il est mal venu sous le feu électoral, qui exige une cohésion minimum. D'autant que les Français ne saisissent pas totalement les tenants et les aboutissants, le plus souvent cachés qu'au public, d'un tel débat.

Les résultats du premier tour confirment les impressions de fin de campagne : la droite a trop politisé ce scrutin local, trop vendu la peau de l'ours en référence aux élections cantonales, pour créer la décrue socialiste espérée, malgré le souci des dernières semaines d'une plus grande modestie et d'un respect plus authentique des institutions. La droite a infligé une défaite sévère à la gauche, mais pas désespérée. Le second tour le révèlera. A contrario, la gauche a trop peu politisé sa campagne pour parvenir à une mobilisation satisfaisante de ses électeurs; elle s'emploiera en l'espace d'une semaine à cet objectif. Marseille symbolise à souhait ce revirement stratégique. Après une campagne centrée sur les questions locales, Gaston Defferre était mathématiquement perdu; il a fallu un formidable travail de fourmis pour persuader les abstentionnistes, leur rappeler que l'affrontement droite-gauche battait son plein, que l'abstention favorisait les projets de l'opposition, le maire allant jusqu'à récupérer les thèmes de son adversaire Jean-Claude Gaudin, sécurité et immigration. Au plan national, Louis Mermaz a mené avec efficacité et rudesse la contre-attaque, au micro d'Yvan Levaï (mercredi 9 mars) : «Lorsque l'on voit la fureur de la droite activiste, je pense que la classe ouvrière, au sens large du terme, les forces de gauche ne peuvent pas être insensibles au danger que cela représente, pour certains types de sociétés et de libertés auxquelles nous croyons.» Les attaques fusent sans épargner ni Chirac, traité de «factieux», ni les *media* : «Il faudra un jour que nous créions de petits journaux comme dans la Résistance, polycopiés pour que les centaines de milliers de gens de gauche aient un organe de presse.» Un ton combattif et une démonstration simpliste, qui réveillent les ardeurs assoupies et permettra le sursaut du second tour. S'il est vrai que

CHRONIQUE

la démagogie paie toujours en matière d'électoralisme, une autre analyse, que partage Serge July, explique le réveil de la gauche par l'«intelligence» de l'électorat, qui tance au premier tour le gouvernement sans accorder au second sa confiance à la droite.

Quels enseignements tirer des résultats de ce scrutin ? Nous savons que la gauche, en perdant 31 grandes villes, limite considérablement son échec, en comparaison avec les élections municipales de 1977, où la droite se voyait chassée de 64 villes ! Chaque grande formation peut désormais reconsidérer la place qu'elle occupe dans le paysage politique français, avant que les élections législatives ne redistribuent les cartes.

Le R.P.R. de par sa tradition, restait peu implanté dans les collectivités locales, cédant le terrain aux notabilités de l'U.D.F. Les municipales 83 permettent aux gaullistes de doubler le score de 1977 pour les villes de plus de 30.000 habitants et d'égaler ainsi les libéraux. Seul échec notable : Lyon, que n'a pu ravir Michel Noir. Autre fait d'importance pour le R.P.R., qui conditionne le proche avenir : l'apparition d'une nouvelle génération politique, qui distingue la jeunesse et l'option plus chiraquienne que gaulliste. Ils s'appellent Alain Juppé, Jacques Toubon, Alain Devaquet ou Alain Carignon et obtiennent pour la plupart leur premier mandat municipal. Dernière particularité concernant le R.P.R. : en bon nombre de communes, ses candidats ont bénéficié d'un apport de voix communistes. Anomalies ou tendances profondes ? Il n'est pas exclu qu'une fraction de l'électorat communiste, séduit par le langage protestataire quel qu'il soit, apprécie à travers le R.P.R. la fonction tribunicienne que tenait auparavant le P.C.F.

L'U.D.F. éprouve une légère déception devant la conquête limitée de 9 grandes villes et la déconvenue de Marseille.

Le Parti communiste français n'offre aucune surprise : entre stagnation et recul, le déclin amorcé en 1981 se poursuit inexorablement. Trois estimations locales mais qui ont valeur de symbole : Montfermeil, dans la «ceinture rouge», communiste depuis la Libération, bascule à droite; Saint-Ouen, bastion du P.C.F. par excellence, tombe de 90,05% en 1977 à 53,83% aujourd'hui; en Ile-de-France, au premier tour, seul le score du Blanc-Mesnil pro-

gresse. Globalement, le P.C.F. perd les mairies nouvellement conquises, à l'exception du Mans. Phénomène lourd de conséquences, puisque le reflux sur les secteurs traditionnels d'influence traduit l'incapacité du Parti à retenir les électeurs qui lui portaient pour la première fois confiance en 1977 et n'ont pas poursuivi en 1983, ainsi à St Etienne, Béziers et Nîmes. Cela n'empêchant d'ailleurs pas l'implantation de longue date de s'effilocher malgré tout. Georges Marchais a beau expliquer ce nouveau revers par les défaillances dans les reports de voix socialistes et la question irrésolue de l'immigration, les difficultés du P.C.F. sont beaucoup moins conjoncturelles, ainsi que l'analyse «L'Unité» (18 mars) : «L'inégalité des reports ne doit pas masquer le problème de fond : le déclin du P.C., notamment dans le Midi (...) En réalité, le P.C. doit trouver dans l'affaiblissement de sa propre capacité de mobilisation les raisons profondes de la perte des villes importantes qu'il détenait jusqu'à présent. Un phénomène qui, au-delà du Parti communiste, concerne et atteint la gauche dans son ensemble.»

Le Parti socialiste devra porter son attention sur des données parfois paradoxales mais révélatrices : la perte dès le 6 mars de Grenoble, vitrine du socialisme municipal, signifie qu'une partie des cadres moyens et techniciens supérieurs, ralliés à la gauche dans les deux dernières décennies, ont déserté celle-ci. L'érosion des voix dans les régions à forte tradition socialiste, le Nord et le Midi entre autres, et la bonne résistance dans l'Ouest, hormis Brest et Nantes, nous interrogent sur le rôle relatif que jouent désormais le sentiment et l'idéologie dans les confrontations électorales. Ne voit-on pas d'anciens électeurs communistes voter R.P.R., sans paraître se renier ? Enfin, force est de constater que la déflection de cette marge d'électeurs flottants qui a fait la décision en 1981. Le sondage R.T.L.-I.F.O.P. «sortie des urnes», réalisé au soir du premier tour, montre que 15% des électeurs de François Mitterrand en 81 ont choisi cette fois l'opposition. Lionel Jospin n'esquive pas l'évidence : «Nous ne devons pas ignorer l'avertissement qui nous a été donné au 1^{er} tour, nous n'avons pas su conserver tous ceux qui s'étaient rassemblés autour de nous le 10 mai 81.» La multiplication des troisièmes listes refusant allégeance à l'un des deux camps, le score estimable des écologistes, puisqu'ils sont arrivés en position d'arbitres dans 14 villes de plus de 30.000 habi-

CHRONIQUE

tants, prouvent l'existence d'un «ailleurs» aux contours imprécis, qui ne se reconnaît pas dans la droite et que la gauche ne parvient pas à fixer.

Laissons conclure un intellectuel de gauche, dont l'analyse saisante tranche sur la médiocrité ambiante de la campagne électorale et autorise un regard différent sur les événements des cinq derniers mois : «Deux phénomènes sont apparus nettement durant la campagne. Le premier, c'est la perte de cohésion du tissu social, le développement des mouvements idéologiques centrifuges (...) Le second phénomène, c'est l'usure, c'est la précarité du fond commun culturel du pays. La synthèse républicaine dans laquelle chacun parvenait à se retrouver est devenue fragile. Elle ne sert plus de lien. La France est donc dans l'attente d'une synthèse neuve, sous peine de se briser (...) Quelque chose peut naître autour de l'innovation et d'un approfondissement démocratique». (Pierre Rosanvallon - «Le Nouvel Observateur» du 18 mars).

Emmanuel MOUSSET

Polonaise

Les frontières

*Qu'y a-t-il en deçà qui soit indésirable au delà ?
Que prétend-t-on capturer ou filtrer alors que
d'un bord sur l'autre
roulent le fleuve et le nuage
l'insecte s'insinue entre les mailles
et par en dessous la stratification du globe s'interpénètre
plonge d'un pays ou d'un continent à l'autre afin de ressurgir
neuve, innocente d'être après comme avant inchangée
indéouanable*

*Ridicules frontières sur la peau d'une boule
qui ne connaît d'espace que son espace
courbe, concentriquement inscrit pour tous sur le même orbe
prunelle de notre œil, la Terre*

*Par jeu l'enfant y découpe un royaume et
s'y fait reconnaître Roi*

*Par jeu criminel voilà qu'il pousse aux avant-postes
une garde armée de herses et de frises barbelées
tire une frange côtière inabordable, minée
sous le feu calcinant des miradors
et se réjouit qu'aucun être n'y passe, n'y vive, n'y soit
Terre vide absolument, terre néant
Niemandsland.*

Ridicule

*Mais il n'y a plus trop de quoi rire
si cet espace creux
— entre Pologne et nous, par exemple —
qui pour l'instant incise au vif les Allemagnes
ménageant par une veine mince l'irrigation
du Berlin d'Occident
vieux cœur qu'appareille et soutient
marquant le pas
la parade militaire alliée
si ce hiatus est construit par eux, d'en face
comme un abîme entre deux globes
Leur ambition serait d'être à eux seuls
planète*

POÉSIE

*d'être une Terre incluse en la nôtre et cependant avide
de l'englober
et se l'incorporant peu à peu en sa totalitaire appétence
Cancer glouton de chair, et de chair
à quoi nous n'avons su livrer que de la chair encore
qu'il s'en repaisse
alors qu'un seul trait de l'esprit l'eût transfixé, réduit*

Si seulement il y avait eu

*Ainsi s'arrête en notre gorge et s'étouffe le rire
aux abords des ridicules frontières du monde si tragique*

*Loin du sillon léger que, de la pointe de son soulier
qu'il traîne, le gamin trace en bondissant d'un bord à l'autre
du terrain de ballon sur le sable improvisé.*

*Loin du sillage de chaux que le rouleau dépose sur la cendrée
pour marquer les couloirs de course sur le stade*

Loin des sports et des jeux

*Dans la mathématique computation des silos d'armement
fusées, bases de la mort souterraines ou marines
qu'un scénario latent braque sur le transgresseur
Ou d'en haut, plus totalitaire encore de perspective
cette menace de stations orbitales espionnes
maitresses elles-mêmes peut-être de quelqu'engin ou rayon
ou simplement de l'abstraite équation de l'anéantissement.*

*Thanatos est douanière
A son guichet contrôlé je trépasse
le cœur m'en serre
non de cette fin-là
mais de l'angoisse que ce soit
comme en fraudeur
et que moi, des milliards de moi, courbions l'échine
Ainsi en est-il hüben und drüben
de part et d'autre.*

*Tout à fait entre nous
entre nous et Pologne
passe comme une épée de glace la néant terre
ci-git un ange mort
venu en éclaireur*

«POLONAISE»

*Et de fait, son corps tout doucement phosphorescent
a des reflets de plume et d'ongle pâle
Nul ne sent quelle odeur il répand
de sainteté
mais les fourmis depuis toujours vaguement socialisantes
font le tour de son ombre
elles qui n'ont projet de rien que de terreur froide et bleue
continuer, continuer, surtout ne pas suspendre
craignant le pire et le meilleur également
tirant chacune pour soi la graine que le vent
a balayé ici de cultures lointaines
alors que l'herbicide ronge la base des grillages
électrifiés*

*Au laser, comme se taillent les tissus de confection
la terre a subi la vaste coupe
et s'est à peine raccornie sur les bords
Si quelque chose, à terme, se nécrosera
on n'en sait rien*

*Et voilà des années que la route
– entre Pologne et nous, disai-je –
ne se rétablit plus de cette rupture
(mystique veut dire muette)
de la rupture mystique
muette.*

*Oui
qu'importe en effet que les mots aient ici chez nous
un effet nul*

*Je saigne plutôt qu'écris
et ça n'est certes pas pour vos actualités
De vos journaux présents standards et multiplexes
je n'ai que foutre
L'avant et l'après
oui m'importent oui m'importent en vérité
Par dessus par dessous vos quelconques frontières
m'importent sans formalités kalachnikof
les ailes de l'Aigle
le sceptre et le glaive*

POÉSIE

*m'importent de là en là, d'ici en ici
de l'avant à l'après de vos actualités bien baveuses
que l'éponge amnésie aussitôt et chaque jour tordue
élimine*

*Je vole outre l'avant l'après de la frontière
que garde votre garde
que votre écran cache
que votre flash à force d'éjaculer
blanchit*

*M'importe ce qui m'importe en Pologne-France
la joie, le sang, la peur, la grâce miséricorde et
la libération du mal
Et qui m'importe ?*

*Un soir de février 83, vingt heures
passé les champs de mines et la dévastation est-allemande
ce douanier de Francfort sur l'Oder
et son couteau*

*Importation de France, convoi humanitaire
Problem ?
Kein problem !
Penché sur nos cartons empilés, sillons trop fertiles
les piétinant
moustache galante, casquette posée à l'entrée
petit couteau en main,
les déchirant de ses mains fines*

*Médicaments ?
Médicaments. Vêtements ?
Vêtements. Et pour manger ?
Chocolat, thé, café, conserves
Ridicule
Et propagande, hein ? Pornographie ?
Pornographie et propagande et radio émetteur interdit ?
Littérature d'écrivain, comprenez-vous ?
D'écrivain comme vous est écrit Ecrivain sur le passeport
Où est-elle ? Wo ?
Comme si ma propagande, ma pornographie, mon interdite
littérature d'écrivain se serait trouvée là
à saisir*

«POLONAISE»

*entre les chemises de laine et les corticoïdes
là dans le fourgon béant de ce camion ! Haha !
Problem ?*

Wo ist Problem ?

*Qu'allez-vous donc laisser entrer de moi par ce trou de
guichet
cette chaussette frontalière
qu'allez-vous importer de ce qui m'impose ?*

*Eh oui, je suis totalement et sans restriction
ainsi qu'il est écrit
convoi humanitaire, humanitaire de pied en cap*

*Comment dit votre Pape, le Papa ? HOUM !
L'OUM.Accent restitué*

Ich bin convoi OUMANITARE

*Tout ce qui est caché de moi dans ce camion fourgon
ce corps livré à votre discrédition
c'est l'OUM*

Refoulez-moi, et vous-même ! Allez-y donc !

*Chocolat ? Non ! Trop élégante moustache attendra
De toutes façons, la tablette restera là perchée
sur la visière de casquette et lui appartiendra
mais*

*Was haben Sie geschrieben ? Ecrit quoi, l'écrivain ?
Quoi d'interdit que nous puissions écrire ici sur cette fiche
et donc ici fixer
et retenir au cas où*

*Au cas où ne ressortirait pas de Pologne cet écrivain
en même état
d'âme
exporterait illégalement mot phrase article défini en vue
article journal, chronique, roman, nouvelle épique, poème
prière inconforme*

*Ce qu'il importe en Pologne !
La déclaration de ses devises est
à compléter car n'y figure pas
ce souffle fragile auquel vibre torturée sa pauvre plume
et qu'il suffirait de souffler une bonne fois à l'écrivain
Il l'importe en Pologne et serait donc capable
ensuite*

POÉSIE

*l'ayant vérifié sur les êtres et les choses
étalonné aux couleurs des terres et des visages
blanc neige et blanc bouleau
vert uniforme police, vert uniforme sapin
rouge par gouttes séchées au bord des lèvres vives
teintes dites naturelles des cartes que pourtant la poste
n'agrée pas*

*et cela, par profession - excusez l'arrogance -
par profession admise là-bas
Voici qu'il l'exporterait*

*Au moment où la vague actualité si opportunément
retombe et qu'un petit lacet d'écume seulement
ourle comme un dernier rempart contre l'assaut
Gdansk et Gdinia*

Wroclaw et Warschawa

*Faire en sorte que l'écrivain n'ait rien d'autre
au retour qu'à l'aller
à déclarer*

*Faire en sorte que
Ridicule quoiqu'on ne rie pas
En sorte que
Il n'y a rien à faire de la sorte
fût-on mille fois police, mille fois milice
Donc reste uniquement la peur*

*une petite frousse familière que l'on installera à ses côtés
pour rien
comme interprète et guide
une frousse traductrice pour qu'il comprenne bien
n'oublie pas
s'en souvienne*

*Idiots
qui m'ont par ce moyen donné
l'esprit.*

*Luc de Goustine
a notamment
écrit :*

*«NOB», Cahiers
Renaud-Barrault
numéro 60*

*«10 MAI 1968»
éditions du Seuil
(ce texte théâtral
fut joué dans
l'Odéon occupé
en mai 68)*

*«LE PRINTEMPS,
LA COMMUNE
ET LE ROL»
(Atelier Marcel
Jullian - 1978)*

Luc de GOUSTINE
Fév. 83

«CE PEU PROFOND RUISSEAU...» (1)

«Engel (sagt man) wüssten oft nicht, ob sie
unter Lebenden gehn oder Toten»
(Rilke) (2)

Si, comme le tenait saint Thomas, l'intelligence se peut mesurer à l'épaisseur de la peau, alors les pachydermes gagnent du terrain. L'éclipse de certains auteurs dans l'intérêt public est le fâcheux symptôme de cet endurcissement. Ainsi de Gabriel Marcel.

Que l'on pût soutenir la gageure d'être, ensemble et d'un même mouvement, très subtil et très clair, c'était plus que n'en pouvait supporter le tribunal de la critique contemporaine, qui décréta le philosophe d'inexistence. Nos jugements nous jugent.

Il n'était pas pour nous déplaire que Gabriel Marcel revint à la clandestinité de notre admiration. La société en est choisie et les affections qui s'y nouent, vivaces et diligentes.

Il faut beaucoup de rigueur pour savoir admirer justement.

(1) «Ce peu profond ruisseau calomnié, la mort» (Mallarmé, «Le tombeau de Verlaine»).

(2) «Les anges (dit-on) souvent ne savent pas s'ils vont parmi les vivants ou les morts.» («Elégies à Duino»)

(3) «La Mort dans le théâtre de G. Marcel», par Marcel Belay (Vrin)

(4) «Entretiens Paul Ricœur - Gabriel Marcel» (Aubier, 1968)

L'ouvrage de M. l'abbé Belay nous le prouve, (3) qui est d'un philosophe. Il nous rappelle à quel point, chez Gabriel Marcel, dramaturgie et métaphysique sont indissociables, comme le sont pareillement l'intuition créatrice et la réflexion seconde, celle-là nourrissant celle-ci, et lui permettant de s'exercer. Aux antipodes du théâtres à thèse, où l'on fait s'agiter des concepts travestis en personnages, l'auteur ici s'efface devant ses créatures. «Ma philosophie, expliquait Gabriel Marcel à Paul Ricœur, est existentielle dans la mesure où elle est théâtre, c'est-à-dire création dramatique... L'existant ne peut être effectivement saisi que là où on lui donne la parole.» (4)

Il faut pour cela que les personnages ne soient pas de simples conventions dramatiques, qu'ils vivent de leur vie propre, s'imposent à leur auteur et le conduisent par leurs plus secrets chemins. Alors celui-ci pourra remarquer que «le rôle de la mort dans (son) théâtre est absolument premier.»

Bibliographie :

Marcel Belay

LITTERATURE

La notion d'*intersubjectivité* est au cœur de la pensée marcélienne : «*Etre, c'est être avec*». Le «mystère de l'être», non plus que le soleil, ne se peut regarder en face : mais comme le soleil, il donne à chaque chose de pouvoir être regardée. «*Peut-être, s'interroge un personnage de l'Iconoclaste, est-ce le mystère seul qui réunit ? Sans le mystère la vie serait irrespirable.*»

Monsieur Belay, en nous parlant d'un théâtre méconnu, ne fait que méditer longuement sur le mystère, lequel est toujours, «*en définitive, celui d'une présence*». S'il fallait, à la manière des exercices d'école de jadis, résumer cet ouvrage d'un mot, c'est présence que nous choisirions. Résumé paradoxal d'un livre sur la mort ! Mais le paradoxe ne tient qu'à notre précipitation; elle seule se pourra scandaliser de cette thèse cardinale de l'auteur : «*c'est la présence de nos morts qui nous fait ressentir l'absence des vivants.*»

«*Ceux que nous appelons indécemment les morts*», écrit Gabriel Marcel dans «Le Mystère de l'Etre». Cette indécence coutumière est un autre nom de ce que nous appelons pompeusement notre «modernité». La «*Literatournaya Gazeta*» soviétique était parfaitement cohérente, quand elle imputait à crime au dramaturge Gabriel Marcel «de n'être tourné que vers la mort». Car ce rien si encombrant suffit à révolutionner toutes les révolutions. Maurice Clavel appliquait naguère à nos sociétés le vocabulaire de la psychanalyse, pour diagnostiquer dans nos agitations et nos névroses le travail du «*Dieu refoulé*».

Nous refoulons Dieu, en effet, et pareillement l'idée de la mort : se connaître mortel reviendrait à s'avouer créature et à reconnaître du même coup un Dieu créateur, tout ce que nous refusons *absolument*. La modernité n'est autre chose que ce refus en actes.

«La Mort dans le théâtre de Gabriel Marcel» (Vrin)

On trouvera dans ce livre une bibliographie raisonnée de l'œuvre dramatique et philosophique de G. Marcel.

Les recueils de pièces les plus récemment parus sont :

«Cinq pièces Majeures» (Plon - 1973) regroupant :

«Un Homme de Dieu» (1922)

«Le Monde Cassé» (1931)

«Le Chemin de Crète» (1935)
«La Soif» (1937)
«Le Signe de la Croix» (1938 - 1948)

«Le Secret est dans les Iles» (Plon 1967)
«Le Dard» (1936)
«L'Emissaire» (1945)
«La Fin des Temps» (1950)

«Percée vers un Ailleurs» (Fayard, 1973)
«L'Iconoclaste» (1919)
«L'Horizon» (1928) suivi de deux commentaires de l'abbé Belay.

Rappelons un autre aspect du théâtre de Gabriel Marcel :

«Le Théâtre comique» (Albin-Michel, 1947)

et

«La Dimension Florestan»
comédie
(Plon, 1958)
(1936)

LE THEATRE DE GABRIEL MARCEL

Une pièce de Gabriel Marcel s'intitule «*Le Monde Cassé*». Ce monde où nous vivons, qu'un personnage définit ainsi : «*le monde, ce que nous appelons le monde, le monde des hommes... autrefois il devait avoir un cœur. Mais on dirait que ce cœur a cessé de battre... Chacun a son coin, sa petite affaire, ses petits intérêts. On se rencontre, on s'entrechoque, ça fait un bruit de ferraille. Mais il n'y a plus de centre, plus de vie, nulle part.*» (5)

La cassure du monde, c'est d'abord la cassure des liens qui nous tiennent ensemble : la société n'est plus qu'une juxtaposition de solitudes, comme une plage de sable est une infinité de grains. Le suicide est peut-être la chose de ce monde la plus naturelle : on se tue pour n'être plus seul. Paradoxe, encore : «*ce que l'on ne peut pas supporter de la vie, c'est précisément ce que l'on ne peut pas supporter de la mort, quand on la considère... comme fin absolue.*» (6) Le suicide force des portes, et peut-être y a-t-il dans ce suprême recours un acte de foi implicite. Seul l'amour d'un Dieu pourra étancher le désespoir de qui a rendu les armes avant l'heure.

Le suicide apporte la preuve par la négative du *esse est coesse*, de cette intersubjectivité qui est ensemble la condition et l'enjeu de notre existence. Exigence d'être pour chacun d'entre nous, l'intersubjectivité n'est rien autre chose que le nom savant de l'amour.

Il faut aimer pour «*apprendre la mort*» : «*Aimer un être, c'est lui dire : toi tu ne mourras pas.*» (7) Tu ne mourras pas, jusque dans la mort et en son dépit, si tu passes avant moi ce «peu profond ruisseau calomnié» des hommes; mon amour te sauvera de n'être plus, comme le tien me permettra d'être encore. Ce que nous appelons mort n'est pas le contraire de l'amour - et c'est l'amour qui nous le révèle - : c'en est la métamorphose.

(5) «*Le Monde cassé*»

(6) M. Belay,
op. cit., p. 176

(7) «*La mort de Demain*»

Le paradoxe prend avec cet amour des morts sa plus haute expression. Désencombrés d'eux-mêmes, ceux que nous préférons, avec M. Belay, appeler les invisibles, sont réduits à la plus totale impuissance. A l'image parachevée de Dieu, ils sont voués par là au plus grand amour, qui est une infinie discrédition.

LITTERATURE

Jacques Chardonne disait de sa mère : «son amour pour moi était comme une pensée secrète, et j'aurais pu l'ignorer». (8) Combien davantage pouvons-nous ignorer cette pensée secrète entre toutes, l'amour de ceux qui ne sont plus à nos côtés !

Il n'est pour Gabriel Marcel d'autre fidélité que créatrice. Le souvenir des disparus ne saurait être, sauf monstrueuse inversion, cette idole carnassière à laquelle les survivants devraient s'immoler, (9) mais tout au contraire une présence intime vivifiante, car elle est celle de nos intercesseurs auprès de l'Etre ou, si l'on renonce au langage des philosophes - auprès de Dieu Créateur et Sauveur.

Ils nous précèdent dans ce monde pur d'où nous nous sentons exilés. Mais «*nous n'avons pas été chassés du Paradis. Il est là tout près; trop près pour que nous puissions le voir. Ou plutôt, la vie nous le cache.*» (10)

Ce que nous appelons, par une involontaire antiphrase, la vie, est l'expression de notre opacité foncière, et l'ardent foyer de la vie, cette nostalgie sans nom et sans remède, celle de notre inachèvement.

(8) J. Chardonne : «*Matinale*»

(9) Comme l'Aline de «*La Chapelle Ardente*»

(10) «*Le chemin de Crète*»

(11) «*La Fin des Temps*»

(12) P. Valéry

(13) Simone Weil
«*La Connaissance surnaturelle*»

«*Nous n'emporterons avec nous que ce que nous aurons donné*» (11). Le don suprême, à l'imitation du Christ, est le don de sa vie. Le sacrifice est ainsi le plus haut degré de cette «*disponibilité qui nous ouvre à l'être*» et qui est à l'exact opposé du suicide, constat sans appel de «l'absence des autres» (12) ou de l'absence aux autres. Suprême appel et suprême tentation : «*il faut donner sa vie pour ceux qu'on aime, et pourtant ne pas se tuer.*» (13)

LE THEATRE DE GABRIEL MARCEL

«*Nous ne sommes pas seuls, personne n'est seul. Il y a une communion des pécheurs. Il y a une communion des saints, dont les morts sont les artisans.*» Ce sont les morts qui fondent pour nous cette intersubjectivité et nous l'enseignent, par leur présence et leur intercession. «*S'il n'y avait que les vivants*, dit un personnage de Gabriel Marcel, *la terre serait tout à fait inhabitable*». (14)

Elle le devient, à proportion de notre ingratitudo suicidaire à rejeter nos morts. Nous ne savons que faire d'eux; et si peu que faire de nous-mêmes. On ne le rapprendra qu'avec cette très ancienne évidence, sans laquelle il n'est pas de société qui vaille : «il n'existe pas un royaume des vivants et un royaume des morts. Il n'est qu'un Royaume de Dieu». (15)

Philippe BARTHELET

(14) «*Le Dard*»

(15) G. Bernanos
«*Journal d'un Curé de Campagne*»

PUBLICITÉ

Les éditions



diffusion Distique

«TRAITÉ DU RAVISSEMENT»

de Jean Paulhan

«Il y a tout à la fois du Wittgenstein, du James et du Borges dans Paulhan l'épistolarier, admirable détective d'un «roman» qui aurait pour protagonistes le langage, la conscience et le silence»

LE MONDE - 17 juin 1983

«Un homme tel que Paulhan, à la pensée si nette, au jugement si sûr et au sentiment esthétique si développé, devait se sentir plus proche que la plupart du centre du mystère.»

NOUVELLES LITTÉRAIRES - 31 mars 1983

«Le ravissement peut avoir lieu devant les choses, ou par les idées; Paulhan veut que l'on aille à l'écrivain par l'homme, non sans chercher le secret du ravissement propre à la littérature...»

ROYALISTE - 14 avril 1983

chez votre libraire habituel ou, commande directement à
«CITÉ» (bulletin ci-dessous)

Un livre de 255 pages

- édition normale : l'un des 1000 ex. sur papier Génois : 120 F
(franco)
- édition de luxe : l'un des 60 exemplaires sur vélin d'Arches,
numérotés de 1 à 60 : 280 F

BON DE COMMANDE A RETOURNER A «CITÉ»
17, rue des Petits-Champs 75001 PARIS

Nom / Prénom :

Adresse :

commande exemplaire(s) de l'édition de luxe
commande exemplaire(s) de l'édition normale

et verse la somme de à l'ordre de PÉRIPLE



Vous connaissez ?

Des pensées, des œuvres essentielles mais souvent difficiles d'accès. La collection **Pensée** a été conçue pour vous introduire à une lecture plus féconde des textes eux-mêmes. De petits livres bien précieux, en quelque sorte.

COMPRENDRE RENÉ GIRARD

Jean-Baptiste Fages

René Girard, comme Teihard de Chardin en son temps — mais d'un horizon tout différent — maintient au cœur de notre société une réflexion vitale : quels sont nos dieux ?... qui sont-ils ?... quelle sorte de fidèles sommes-nous ?

Poser de telles questions constitue bien un risque, lorsqu'on les éclaire — comme Girard le fait — des plus récentes prospections de la science.

Jean-Baptiste Fages s'en tire avec talent, mais surtout **ferveur**.

1 vol. 13,5 x 21, 180 pages, 59,50F

LE VRAI VISAGE DE CALVIN

Daniel Rops lui-même plaçait Calvin «dans le très petit groupe de Maîtres qui, au cours des siècles, ont façonné de leurs mains le destin du monde». Figure souvent controversée de la Réforme, de nombreuses études lui ont été consacrées. Celle-ci, publiée voici bientôt vingt ans à l'occasion du quatrième centenaire de la mort de Calvin, n'a rien perdu de son acuité ni de sa grande originalité.

L'auteur, Jean Rilliet pasteur suisse, fut un œcuméniste de la première heure.

1 vol. 13,5 x 21, 285 pages, 66,00F.

Autres titres récents :

APPROCHES DE ROGER CAILLOIS

1 vol. 13,5 x 21, 160 pages, 59,50F

Réimpression :

POUR COMPRENDRE JEAN PIAGET

Jean-Marie Dolle

1 vol. 13,5 x 21, 228 pages, 59,50F

**Pensée
PRIVAT**

En vente chez votre librairie habituel, ou à défaut à la Librairie Privat
14, rue des Arts 31000 Toulouse.

AIMEZ - VOUS

Cité. ?

*Si oui,
nous vous serons reconnaissants de bien vouloir
nous signaler les noms et l'adresse des personnes
qui peuvent s'intéresser à notre revue.
Acceptez-vous que nous nous recommandions de
vous.*

Oui

Non

*De la part de
.....*

-	-
-	-
-	-

BULLETIN D'ABONNEMENT

à retourner à CITÉ, 17, rue des Petits-Champs 75001 Paris

règlement à l'ordre de CITÉ, CCP 23 982 63 N Paris

NOM :

Prénom :

Adresse :

.....

.....

.....

.....

souscrit un abonnement,

/ / normal : 60 F

/ / soutien : 100 F

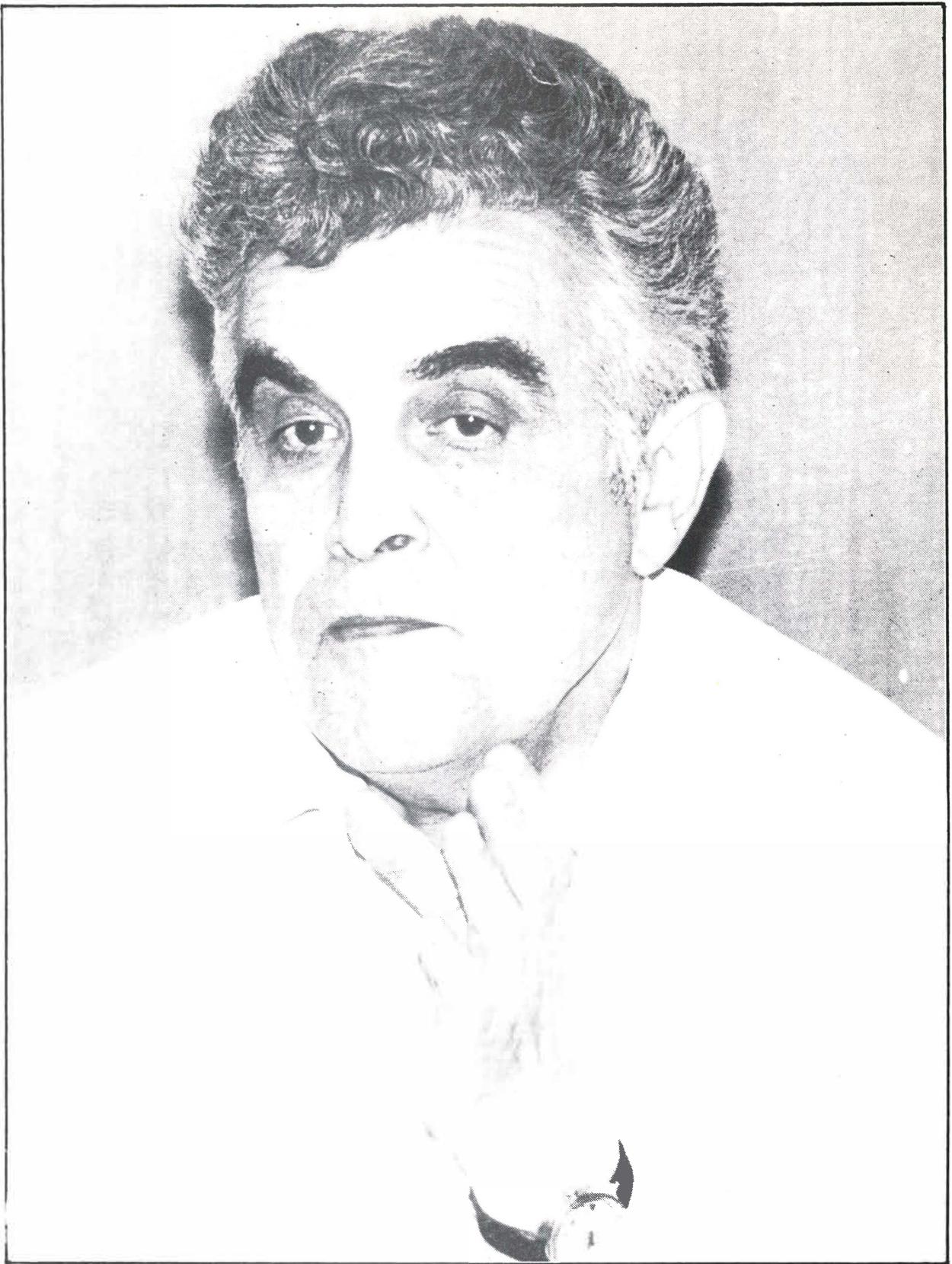
/ / fondateur : 500 F

ci-joint règlement par - chèque bancaire - C.C.P.

(l'abonnement donne droit à 5 numéros de la revue)

pour tout changement d'adresse,
joindre 6 F en timbres poste





DOSSIER : AUTOEUR DE RENÉ GIRARD – INTRODUCTION A L'OEUVRE DE RENÉ GIRARD, par Paul Dumouchel – TABLE RONDE AVEC RENÉ GIRARD ET JEAN-PIERRE DUPUY, débat avec Bertrand Renouvin, Gérard Leclerc, Julien Betbèze, Michel Henra et Philippe Cailleux.

CHRONIQUES : POLITIQUE, par Emmanuel Mousset – POÉSIE, par Luc de Goustine – LITTÉRATURE, par Philippe Barthelet.